

Art. 19. Outre les régions, citées dans l'article 18, des communes ou des structures de coopération de communes peuvent introduire une demande de subvention d'un plan stratégique à condition :

1° qu'il s'agisse d'une région d'une assez grande échelle, où il est tenu compte des critères suivants :

a) la région est sélectionnée dans le schéma de structure d'aménagement comme nœud touristique-récréatif; ou
b) la région appartient entièrement ou partiellement à un des deux réseaux touristico-récréatifs au niveau flamand, notamment "Kust" et "Kempische As";

2° que la zone dispose d'un intérêt touristique suffisant, où il est tenu compte des critères suivants :

a) la région fait partie d'un plan touristique stratégique agréé qui lui attribue un rôle touristique important;
b) le nombre d'attractions touristiques;
c) le nombre de séjours de nuit;
d) le nombre de paysages, de zones archéologiques, de sites ruraux et urbains protégés;
e) le nombre de monuments protégés;

3° que la région dispose de suffisamment d'équipements touristiques, où il est tenu compte des critères suivants :

a) le nombre d'établissements de séjour;
b) le nombre de séjours de nuit effectués par des étrangers;
c) la capacité de logis, exprimée en unités de séjour de nuit;
d) le nombre d'habitants par établissements horeca.

Bruxelles, le 18 février 2013.

Le Ministre flamand de la Gouvernance publique, des Affaires intérieures,
de l'Intégration civique, du Tourisme et de la Périphérie flamande,
G. BOURGEOIS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2013/29249]

28 FEVRIER 2013. — Décret portant diverses dispositions statutaires en matière d'enseignement organisé par la Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Article 1^{er}. Dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, l'intitulé du chapitre II est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre II. — Des droits et devoirs ».

Art. 2. Dans le chapitre II du même arrêté royal, il est inséré une section 1^{re} intitulée « Section 1^{re} – Des droits du membre du personnel ».

Art. 3. Dans la section 1^{re} insérée par l'article 2, il est inséré un article 4^{bis} rédigé comme suit :

« Article 4^{bis}. – Le membre du personnel a le droit :

1° de travailler dans les conditions, au temps et au lieu convenus dans son acte de désignation ou de nomination, notamment en disposant des instruments et des matières nécessaires à l'accomplissement du travail;

2° à ce qu'il soit veillé en bon père de famille à ce que son travail s'accomplisse dans des conditions convenables au point de vue de sa sécurité et de sa santé, et que les premiers secours soient assurés à celui-ci en cas d'accident;

3° que ses traitements soient liquidés conformément à la réglementation;

4° de bénéficier de l'attention et des soins nécessaires à son accueil, et en particulier lorsqu'il s'agit d'un jeune membre du personnel;

5° à ce qui soit veillé aux soins d'un bon père de famille à la conservation des instruments de travail lui appartenant. Ses instruments de travail ne peuvent en aucun cas être retenus;

6° d'être traité avec dignité, courtoisie et de ne pas faire l'objet d'attitude verbale ou non-verbale qui pourrait compromettre cette dignité ou de tout acte de harcèlement. »

Art. 4. Dans la même section 1^{re}, il est inséré un article 4^{ter} rédigé comme suit :

« Article 4^{ter}. Lorsque sa désignation prend fin, le membre du personnel a le droit d'obtenir la délivrance de tous les documents sociaux. »

Art. 5. Dans la même section 1^{re}, il est inséré un article *4quater* rédigé comme suit :

« Article *4quater*. A droit au traitement qui lui serait revenu s'il avait pu accomplir normalement sa tâche journalière, le membre du personnel apte à travailler au moment de se rendre au travail :

1° qui, se rendant normalement à son travail, ne parvient qu'avec retard ou n'arrive pas au lieu de travail pourvu que ce retard ou cette absence soit dû à une cause survenue sur le chemin du travail et indépendante de sa volonté;

2° qui, hormis le cas de grève, ne peut, pour une cause indépendante de sa volonté, soit entamer le travail, alors qu'il s'était rendu normalement sur les lieux de travail, soit poursuivre le travail auquel il était occupé. »

Art. 6. Dans la même section 1^{re}, il est inséré un article *4quinquies* rédigé comme suit :

« Article *4quinquies*. – Conformément aux réglementations spécifiques, les membres du personnel ont le droit de s'absenter du travail, avec maintien de leur rémunération normale, à l'occasion d'événements familiaux, pour l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles, et en cas de comparution en justice. »

Art. 7. Dans le chapitre II du même arrêté royal, il est inséré une section 2, reprenant le texte actuel des articles 5 à 14, intitulée « Section 2. – Des devoirs du membre du personnel ».

Art. 8. Dans l'article *14ter* du même arrêté royal, le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La Commission est assistée d'un secrétaire que le Ministre choisit parmi les membres du personnel de la Direction générale des Personnels de l'Enseignement organisé par la Communauté française. »

Art. 9. Dans l'article *14quater* du même arrêté royal, le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La Commission est assistée d'un membre du personnel affecté à la Cellule désignations de la Direction générale des Personnels de l'Enseignement organisé par la Communauté française. »

Art. 10. Dans l'article *14sexies* du même arrêté royal, le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La Commission est assistée d'un secrétaire que le Ministre choisit parmi les membres du personnel de la Direction générale des Personnels de l'Enseignement organisé par la Communauté française. »

Art. 11. Dans l'article *14septies* du même arrêté royal, le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La Commission est assistée d'un membre du personnel affecté à la Cellule désignations de la Direction générale des Personnels de l'Enseignement organisé par la Communauté française. »

Art. 12. Dans l'article *17bis* du même arrêté royal, tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993 et complété par le décret du 3 mars 2004, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable à l'enseignement de promotion sociale »;

2° l'article *17bis*, dont l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 formeront le paragraphe 1^{er}, est complété par trois paragraphes rédigés comme suit :

« § 2. Les emplois restant vacants à l'issue des opérations de réaffectation font, dans la première quinzaine du mois de janvier, l'objet d'une publication au *Moniteur belge*. Les emplois vacants complets ou incomplets sont classés par zone et par fonction, en vue des changements d'affectation visés à l'article 48, § 1^{er}.

A l'issue de l'opération statutaire visée à l'alinéa 1^{er}, le solde des emplois sera utilisé pour les extensions de nomination, tels que visés à l'article 45, § 2^{ter}, et ensuite pour les désignations à titre de temporaires, telles que visées aux articles 30 et suivants.

§ 3. Le Ministre détermine les emplois vacants figurant au *Moniteur belge*, qu'il souhaite pourvoir par le biais des opérations statutaires visées au § 2.

§ 4. Le Ministre détermine les emplois disponibles qu'il souhaite pourvoir par le biais des changements d'affectation et des désignations de temporaires prioritaires.

Par emploi disponible, il y a lieu d'entendre un emploi dont le titulaire, nommé à titre définitif a été remplacé dans la fonction considérée pendant toute l'année scolaire précédente, ou bien un emploi qui a été créé conformément aux règles relatives à l'encadrement au cours de l'année scolaire précédente. »

Art. 13. Dans l'article 25 du même arrêté royal, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993 et complété par le décret du 3 mars 2004, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, pour autant qu'ils n'aient pas fait l'objet d'un rapport défavorable, les membres du personnel sont redésignés dans l'emploi qu'ils occupaient l'année scolaire précédente si cet emploi existe toujours au 1^{er} septembre et qu'il n'a pas fait l'objet d'une réaffectation, d'un changement d'affectation, d'une extension de nomination, d'une désignation d'un temporaire prioritaire ou de la désignation d'un membre du personnel mieux classé. ».

Art. 14. Dans l'article *26bis*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, les 1° à 3° sont remplacés par ce qui suit :

« 1° les temporaires classés dans le quatrième groupe visé à l'article 2, alinéa 5 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat, dans l'ordre inverse du classement;

1°*bis* les temporaires classés dans le troisième groupe visé à l'article 2, alinéa 4 du même arrêté royal, dans l'ordre inverse du classement;

2° les temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2, alinéa 3 du même arrêté royal, dans l'ordre inverse du classement;

3° les temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2, alinéa 2 du même arrêté royal, dans l'ordre inverse du classement; ».

Art. 15. Dans le même arrêté royal, il est inséré un article 26^{quater} rédigé comme suit :

« Article 26^{quater}.- § 1^{er}. Dans l'enseignement de plein exercice, dans le but de leur permettre d'exercer une fonction à prestations complètes, les périodes disponibles dans une même fonction au sein d'un même établissement sont attribuées aux membres du personnel selon l'ordre suivant :

1° les membres du personnel nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent et affectés ou affectés à titre principal dans l'établissement;

2° les membres du personnel nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent et affectés à titre complémentaire dans l'établissement;

3° les membres du personnel rappelés à l'activité de service pour une durée indéterminée dans la fonction à laquelle ils sont nommés;

4° les membres du personnel rappelés provisoirement à l'activité de service dans la fonction à laquelle ils sont nommés;

5° les membres du personnel nommés à titre définitif, pour les prestations qui leur sont confiées à titre de complément de charge;

6° les temporaires prioritaires, dans l'ordre du classement;

7° les membres du personnel bénéficiant d'un changement provisoire d'affectation;

8° les membres du personnel nommés à titre définitifs, pour les prestations qui leur sont confiées à titre de complément d'horaire en application des articles 13^{bis} à 13^{quinqüies} de l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements;

9° les membres du personnel rappelés à l'activité de service pour une durée indéterminée dans une fonction autre que celle à laquelle ils sont nommés;

10° les membres du personnel rappelés provisoirement à l'activité de service dans une fonction autre que celle à laquelle ils sont nommés;

11° les membres du personnel nommés à titre définitif, pour les prestations qui leur sont confiées à titre de complément de prestations;

12° les temporaires prioritaires, pour les prestations qui leur sont confiées à titre de complément de prestations dans l'ordre du classement;

13° les temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2, alinéa 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat, dans l'ordre du classement;

14° les temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2, alinéa 3 du même arrêté royal, dans l'ordre du classement;

15° les temporaires classés dans le troisième groupe visé à l'article 2, alinéa 4 du même arrêté royal, dans l'ordre du classement;

16° les temporaires classés dans le quatrième groupe visé à l'article 2, alinéa 5 du même arrêté royal, dans l'ordre du classement.

§ 2. Pour les membres du personnel nommés à titre définitif, les périodes disponibles dans une même fonction au sein d'un même établissement sont attribuées successivement au membre du personnel qui peut faire valoir la plus grande ancienneté de service telle que calculée à l'article 3^{sexies}, § 1 de l'Arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

§ 3. Le membre du personnel ne peut renoncer aux prestations qui lui sont conférées en application de l'article 26^{quater}, § 1^{er}, 1° à 11°. Seule la démission pour l'entièreté d'une charge conférée telle que prévue à l'article 169 est autorisée. ».

Art. 16. Dans l'article 28 du même arrêté royal, tel que complété par le décret du 8 février 1999 et modifié par le décret du 10 février 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 1^{re} phrase, les mots « ou sur proposition motivée du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou du délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « du chef d'établissement » et les mots « . Préalablement »;

2° dans l'alinéa 1^{er}, 3^{ème} phrase, les mots « ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « le chef d'établissement » et les mots « envisage de proposer »;

3° dans l'alinéa 3, 4^{ème} phrase, les mots « ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « Le chef d'établissement » et les mots « transmet, le jour même, ».

Art. 17. Dans l'article 28^{bis} du même arrêté royal, tel que modifié par le décret du 10 février 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « le chef d'établissement » et les mots « convoque par lettre recommandée »;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « le chef d'établissement » et les mots « estime qu'il y a ».

Art. 18. Dans l'article 34 du même arrêté royal, tel que remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993 et complété par l'arrêté du Gouvernement du 9 janvier 1996, le paragraphe 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Chaque année, l'appel aux candidats temporaires prioritaires a lieu au mois de janvier par avis publié au *Moniteur belge*.

Cet avis indique les conditions requises dans le chef des candidats, ainsi que la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites.

Les candidats doivent avoir presté 600 jours minimum à la date de l'appel pour devenir temporaire prioritaire au cours de l'année scolaire suivante.

Le nombre de jours visé à l'alinéa 3 comprend au moins 300 jours prestés dans le courant des trois dernières années scolaires, en ce compris l'année de l'appel, dans la fonction considérée et dans un ou plusieurs établissements organisés par la Communauté française.

Le Gouvernement peut déroger au nombre de jours prévu à l'alinéa 3, lorsque le nombre de candidatures est trop important.

Les candidats atteints par la limite d'âge de 55 ans et qui souhaitent obtenir la dispense prévue à l'article 31, 11°, du présent arrêté, joignent leur demande motivée de dispense à leur acte de candidature. »

Art. 19. Dans l'article 37bis du même arrêté royal, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} et désigné en qualité de temporaire prioritaire après avoir fait l'objet des dérogations successives prévues à l'article 20 est prioritaire sur le membre du personnel visé à l'article 18. »

Art. 20. Dans l'article 42 du même arrêté royal, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 10 février 2011, les mots « ou sur proposition motivée du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou du délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « du chef d'établissement » et les mots « . Cette proposition ».

Art. 21. Dans l'article 43 du même arrêté royal, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 10 février 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ou du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou du délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « du chef d'établissement » et les mots « qui lui en accuse réception »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « Le chef d'établissement » et les mots « transmet, le jour de la réception, ».

Art. 22. Dans l'article 43ter du même arrêté royal, tel qu'inséré par le décret du 10 février 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « le chef d'établissement » et les mots « convoque par lettre recommandée »;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « le chef d'établissement » et les mots « estime qu'il y a ».

Art. 23. Dans l'article 48, du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, est complété chaque fois par les mots « , pour autant qu'il occupe cet emploi depuis deux années scolaires successives au moins »;

2° le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :

« Le membre du personnel qui désire obtenir un changement d'affectation dans un autre établissement de la même zone introduit, par pli recommandé, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles, accompagnée de documents justificatifs, auprès du Ministre dans la première quinzaine du mois de février, sauf dans l'enseignement de promotion sociale, dans le courant de la première quinzaine du mois de mars. Il en adresse copie au président de la commission zonale d'affectation ou, selon le cas, au président de la commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale dans le même délai. »;

3° le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :

« Le membre du personnel qui désire obtenir un changement d'affectation dans une autre zone introduit, par pli recommandé, une demande motivée par les circonstances exceptionnelles, accompagnée de documents justificatifs, auprès du Ministre dans le courant de la première quinzaine du mois de février. Il en adresse copie au président de la commission interzonale d'affectation ou, selon le cas, au président de la commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale dans le même délai. ».

Art. 24. L'article 64 du même arrêté royal, abrogé par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 64. Le Gouvernement constate les incompatibilités visées aux articles 57 à 59. Il en informe par lettre recommandée le membre du personnel concerné dans un délai de vingt jours à partir du jour où il constate l'incompatibilité.

En cas de contestation sur l'existence d'une incompatibilité, le membre du personnel peut introduire, par la voie hiérarchique, dans un délai de vingt jours à compter de la date à laquelle la notification de l'incompatibilité a été faite à peine de nullité, une réclamation devant la Chambre de recours. Celle-ci donne son avis au Gouvernement dans un délai de deux mois à partir de la date de réception.

Le Gouvernement prend sa décision dans un délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours. »

Art. 25. L'article 68 du même arrêté royal est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Le membre du personnel dispose d'un délai de cinq jours ouvrables pour viser la pièce qui lui est soumise, à partir du moment où la demande de visa lui a été adressée par le Ministre ou son délégué.

L'obligation de visa préalable est réputée remplie dès lors que le Ministre ou son délégué fait la preuve que la demande de visa a été adressée au membre du personnel. »

Art. 26. Dans l'article 78, alinéa 6, du même arrêté royal, les mots « par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou son délégué » sont remplacés par les mots « par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire ».

Art. 27. Dans l'article 92, alinéa 5, du même arrêté royal, les mots « par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou son délégué » sont remplacés par les mots « par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire. ».

Art. 28. Dans l'article 123 du même arrêté royal, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 8 mars 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « par l'Administrateur général de l'enseignement et de la recherche scientifique ou le fonctionnaire général qu'il délègue à cet effet » sont chaque fois remplacés par les mots « par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire »;

2° le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 29. Dans l'article 157bis, § 3, du même arrêté royal, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Avant toute mesure de suspension préventive, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire. ».

Art. 30. A l'article 157quinquies, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° indépendamment de la poursuite ou non de la procédure disciplinaire, le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive ou bénéficie d'une suspension du prononcé, et ce qu'elle soit ordonnée par une juridiction de jugement ou par une juridiction d'instruction, pour au moins un des faits qui ont justifié la procédure pénale. »

Art. 31. L'article 157sexies du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées :

a) le paragraphe 1^{er} est complété par un 3° rédigé comme suit :

« 3° concomitamment à la mise en œuvre d'une procédure de licenciement dudit membre du personnel temporaire ou concomitamment à une procédure de fin de désignation d'un membre du personnel exerçant une fonction de sélection ou de promotion. ».

b) dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « par le Gouvernement. » sont remplacés par les mots « par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire. ».

Art. 32. A l'article 157octies, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive ou bénéficie d'une suspension du prononcé, et ce qu'elle soit ordonnée par une juridiction de jugement ou par une juridiction d'instruction, pour au moins un des faits qui ont justifiés la procédure pénale. »

Art. 33. L'article 168, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, est complété par un 9° rédigé comme suit :

« 9° si une incompatibilité est constatée et qu'aucun recours visé à l'article 64 n'a été introduit ou que le membre du personnel refuse de mettre fin, après épuisement de la procédure, à une occupation incompatible. ».

Art. 34. Dans l'article 167quater, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, les mots « par la direction générale de l'Enseignement obligatoire ou par la direction générale de l'Enseignement non obligatoire, selon le cas » sont remplacés par les mots « par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire. »

Art. 35. L'article 169, alinéa 1^{er}, 1°, du même arrêté est complété par la phrase suivante « La démission volontaire du membre du personnel n'est possible que pour l'entière d'une charge conférée; »

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat*

Art. 36. L'article 1^{er} du même arrêté royal, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. Pour chacune des fonctions de recrutement à conférer, les candidats des différents groupes sont classés d'après les préférences zonales qu'ils ont exprimées. »

Art. 37. Dans l'article 2 du même arrêté royal, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 12 mai 2004, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans l'alinéa 1^{er}, les mots « deux groupes » sont remplacés par les mots « quatre groupes »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Dans le premier groupe, sont classés tous les candidats qui ont rendu, pendant 240 jours au moins, des services dans l'enseignement organisé par la Communauté française, dans une des fonctions des catégories des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical et qui remplissent les conditions requises pour l'accès à cette fonction telles que définies par l'article 18 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendants de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements. »

3° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Dans le deuxième groupe, sont classés tous les candidats qui n'ont pas rendu, pendant 240 jours au moins, des services dans l'enseignement organisé par la Communauté française, dans une des fonctions des catégories des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical et qui remplissent les conditions requises pour l'accès à cette fonction telles que définies par l'article 18 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité. »

4° entre l'alinéa 3 et l'alinéa 4, il est inséré deux alinéas rédigés comme suit :

« Dans le troisième groupe, sont classés tous les candidats qui remplissent toutes les conditions prescrites par l'article 18 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, à l'exception du point 8 de cette disposition.

Dans le quatrième groupe, sont classés tous les candidats qui remplissent toutes les conditions prescrites par l'article 18 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, à l'exception des points 5 et 8 de cette disposition. »

Art. 38. L'article 3 du même arrêté royal, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 3 mars 2004, est remplacé par ce qui suit :

« Article 3. - § 1^{er}. Les candidats à une désignation à titre temporaire sont appelés en service, compte tenu des préférences zonales qu'ils ont exprimées et selon l'ordre de leur classement.

Les candidats du premier groupe ont priorité sur les candidats des deuxième, troisième et quatrième groupes.

Les candidats du deuxième groupe ont priorité sur les candidats des troisième et quatrième groupes.

Les candidats du troisième groupe ont priorité sur les candidats du quatrième groupe.

§ 2. Les membres du personnel nommés à titre définitif dans une fonction qui possèdent le titre requis pour une autre fonction dans laquelle ils sollicitent leur désignation à titre temporaire, ainsi que, dans l'enseignement de promotion sociale, les membres du personnel nommés à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes sont insérés dans le classement visé à l'article 2, alinéa 2. Le nombre de candidatures qui leur est attribué est le nombre d'années complètes d'ancienneté de service, calculée à la date fixée par l'appel aux candidats et conformément à l'article 3septies de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité.

Dans le premier groupe, les candidats sont classés selon le nombre de candidatures introduites dans le respect des conditions prescrites par l'article 18 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

A nombre égal de candidatures introduites, selon l'année civile au cours de laquelle a été délivré le dernier diplôme, certificat ou brevet constitutif du titre requis pour la fonction à conférer, la priorité revient au candidat qui détient le titre requis depuis le plus grand nombre d'années.

Les services de longue durée sont attribués de préférence aux candidats qui ont la plus grande priorité.

Toutefois, le temporaire du premier groupe qui s'est acquitté de sa tâche de manière satisfaisante est, sauf demande contraire de sa part, désigné à nouveau dans l'établissement où il était affecté l'année scolaire précédente. La préférence dont il bénéficie ne peut être opposée à la priorité à la désignation d'un candidat mieux classé.

§ 3. Dans le deuxième et le troisième groupe, les candidats sont classés selon le nombre de candidatures introduites dans le respect des conditions prescrites par l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité.

A nombre égal de candidatures introduites, la priorité est accordée au candidat ayant presté l'année précédente et qui n'a pas fait l'objet d'un rapport défavorable du chef d'établissement.

En l'absence de rapport défavorable et à nombre égal de candidatures introduites, les candidats sont classés selon l'année civile au cours de laquelle a été délivré le dernier diplôme, certificat ou brevet constitutif du titre requis pour la fonction à conférer et dont ils sont porteurs. La priorité revient au candidat qui détient le titre requis depuis le plus grand nombre d'années.

§ 4. Dans le quatrième groupe, les candidats sont classés selon qu'ils possèdent un titre pédagogique en rapport avec la fonction à conférer, tel que défini à l'article 13septies de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements. La priorité est accordée au candidat possédant un titre en rapport avec la fonction à conférer.

A défaut de possession d'un titre pédagogique en rapport avec la fonction à conférer, les candidats sont classés selon qu'ils possèdent un titre pédagogique sans rapport avec la fonction à conférer. La priorité est accordée au détenteur d'un titre pédagogique sans rapport avec la fonction à conférer.

A défaut de possession d'un titre pédagogique sans rapport avec la fonction à conférer, la priorité est accordée au candidat le mieux classé au classement des candidats à une désignation en qualité de temporaire prioritaire.

A défaut d'être classé dans le classement des candidats à une désignation en qualité de temporaire prioritaire, la priorité est accordée au candidat ayant presté l'année précédente et qui n'a pas fait l'objet d'un rapport défavorable du chef d'établissement.

En l'absence de rapport défavorable et à nombre égal de candidatures, la priorité est accordée au candidat proposé par le chef d'établissement.

En l'absence de proposition d'un candidat par le chef d'établissement, la priorité est donnée au candidat qui peut justifier d'une ancienneté de service dans l'enseignement organisé par la Communauté française. »

Art. 39. Dans l'article 3bis, du même arrêté, tel qu'inséré par le décret du 12 mai 2004, les mots « l'article 3, alinéa 4 » sont chaque fois remplacés par les mots « l'article 3 ».

Art. 40. L'article 10 du même arrêté royal est remplacé par ce qui suit :

« Article 10. Le ou les Ministres ayant en charge l'enseignement obligatoire et l'enseignement de promotion sociale est/sont chargé(s), chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. »

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française*

Art. 41. Dans l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française, l'intitulé du chapitre II est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre II. — Des droits et devoirs »

Art. 42. Dans l'article 2 du même arrêté royal, tel que remplacé par le décret du 10 mars 2006, les mots « articles 5 » sont chaque fois remplacés par les mots « articles 4bis ».

Art. 43. Dans l'article 9 du même arrêté royal, tel que remplacé par le décret du 10 mars 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « soit sur proposition motivée du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou du délégué dudit fonctionnaire, » sont insérés entre les mots « après consultation du chef du culte, » et les mots « soit sur proposition motivée de l'inspecteur compétent »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, « le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire, » sont insérés entre les mots « le chef d'établissement, » et les mots « le chef du culte »;

3° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire, » sont insérés entre les mots « Le chef d'établissement, » et les mots « l'inspecteur compétent »;

4° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « le chef d'établissement » et les mots « , le Gouvernement, »;

Art. 44. Dans l'article 9^{ter} du même arrêté royal, tel qu'inséré par le décret du 10 mars 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « le chef d'établissement » et les mots « convoque par lettre recommandée »;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « le chef d'établissement » et les mots « estime qu'il y a ».

Art. 45. Dans l'article 18 du même arrêté royal, tel que remplacé par le décret du 10 mars 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « soit sur proposition motivée du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou du délégué dudit fonctionnaire, » sont insérés entre les mots « après consultation du chef du culte, » et les mots « soit sur proposition motivée de l'inspecteur compétent »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, « ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire, » sont insérés entre les mots « le chef d'établissement » et les mots « ou le chef du culte »

3° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « ou du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou du délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « du chef d'établissement » et les mots « qui lui en accuse réception »;

4° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « Le chef d'établissement » et les mots « transmet, le jour de la réception, ».

Art. 46. Dans l'article 19^{bis} du même arrêté royal, tel qu'inséré par le décret du 10 mars 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « le chef d'établissement » et les mots « convoque par lettre recommandée »;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « le chef d'établissement » et les mots « estime qu'il y a ».

Art. 47. L'article 48 du même arrêté royal est complété par un 8° rédigé comme suit :

« 8° si une incompatibilité est constatée et qu'aucun recours visé à l'article 25^{bis} n'a été introduit ou que le membre du personnel refuse de mettre fin, après épuisement de la procédure, à une occupation incompatible; »

CHAPITRE IV. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux*

Art. 48. Dans l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux, l'intitulé du chapitre II est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre II. — Des droits et devoirs »

Art. 49. Dans le chapitre II du même arrêté royal, il est inséré une section 1^{re} intitulée

« Section 1^{re} — Des droits du membre du personnel ».

Art. 50. Dans la section 1^{re} du chapitre II insérée par l'article 49, il est inséré un article 2^{bis} rédigé comme suit :

« Article 2^{bis}. – Le membre du personnel a le droit :

1° de travailler dans les conditions, au temps et au lieu convenus dans son acte de désignation ou de nomination, notamment en disposant des instruments et des matières nécessaires à l'accomplissement du travail;

2° à ce qu'il soit veillé en bon père de famille à ce que son travail s'accomplisse dans des conditions convenables au point de vue de sa sécurité et de sa santé, et que les premiers secours soient assurés à celui-ci en cas d'accident;

3° que ses traitements soient liquidés conformément à la réglementation;

4° de bénéficier de l'attention et des soins nécessaires à son accueil, et en particulier lorsqu'il s'agit d'un jeune membre du personnel;

5° à ce qui soit veillé aux soins d'un bon père de famille à la conservation des instruments de travail lui appartenant. Ses instruments de travail ne peuvent en aucun cas être retenus;

6° d'être traité avec dignité, courtoisie et de ne pas faire l'objet d'attitude verbale ou non-verbale qui pourrait compromettre cette dignité ou de tout acte de harcèlement. »

Art. 51. Dans la même section 1^{re}, il est inséré un article 2^{ter} rédigé comme suit :

« Article 2^{ter}. Lorsque sa désignation prend fin, le membre du personnel a le droit d'obtenir la délivrance de tous les documents sociaux. »

Art. 52. Dans la même section 1^{re}, il est inséré un article 2^{quater} rédigé comme suit :

« Article 2^{quater}. A droit au traitement qui lui serait revenu s'il avait pu accomplir normalement sa tâche journalière, le membre du personnel apte à travailler au moment de se rendre au travail :

1° qui, se rendant normalement à son travail, ne parvient qu'avec retard ou n'arrive pas au lieu de travail pourvu que ce retard ou cette absence soit dû à une cause survenue sur le chemin du travail et indépendante de sa volonté;

2° qui, hormis le cas de grève, ne peut, pour une cause indépendante de sa volonté, soit entamer le travail, alors qu'il s'était rendu normalement sur les lieux de travail, soit poursuivre le travail auquel il était occupé. »

Art. 53. Dans la même section 1^{re}, il est inséré un article *2quinquies* rédigé comme suit :

« Article *2quinquies*. – Conformément aux réglementations spécifiques, les membres du personnel ont le droit de s'absenter du travail, avec maintien de leur rémunération normale, à l'occasion d'événements familiaux, pour l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles, et en cas de comparution en justice. »

Art. 54. Dans le chapitre II du même arrêté royal, il est inséré une section 2, reprenant le texte actuel des articles 3 à 10*bis*, intitulée « Section 2. – Des devoirs du membre du personnel ».

Art. 55. Dans l'article 20, § 2, 1, du même arrêté royal, le mot « française » est inséré après le mot « Communauté ».

Art. 56. Dans l'article 23 du même arrêté royal, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement du 29 avril 1999 et par le décret du 31 janvier 2002, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « ou sur proposition motivée du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou du délégué dudit fonctionnaire »;

2° dans l'alinéa 6, les mots « ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « Le directeur du centre de la Communauté française » et les mots « transmet le jour ouvrable qui suit ».

Art. 57. Dans l'article 23*bis* du même arrêté royal, tel qu'inséré par le décret du 31 janvier 2002, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 3, les mots « ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « le directeur du centre » et les mots « convoque, par lettre recommandée »;

2° dans l'alinéa 4, les mots « ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « Le directeur du centre » et les mots « estime qu'il y a ».

Art. 58. L'article 31 du même arrêté royal est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si un candidat refuse une admission au stage dans une fonction qu'il postule, bien qu'il soit tenu compte, lors de son admission au stage, de sa préférence exprimée pour une ou plusieurs zones, le nombre de candidatures qu'il a introduites est réduit d'une unité. »

Art. 59. Dans l'article 32 du même arrêté royal, il est inséré un alinéa rédigé comme suit entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« Ceux-ci sont tenus de faire savoir au Gouvernement s'ils acceptent ou non le stage, à défaut leur admission au stage sera annulée. Le délai de réponse est fixé par le Gouvernement dans l'avis mentionné à l'article 26. ».

Art. 60. Dans l'article 34, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal les mots « lorsqu'il est effectué à prestations complètes. La durée d'un stage presté dans une demi-charge est de deux ans. » sont insérés après les mots « La durée du stage est d'un an ».

Art. 61. Dans l'article 37 du même arrêté royal, tel que modifié par le décret du 8 juillet 2010 est complété par ce qui suit : « ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire ».

Art. 62. Dans l'article 41*bis* du même arrêté royal, tel qu'inséré par le décret du 31 janvier 2002, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 3, les mots « ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « le directeur du centre » et les mots « convoque, par lettre recommandée »;

2° dans l'alinéa 4, les mots « ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « Le directeur du centre » et les mots « estime qu'il y a ».

Art. 63. L'article 56 du même arrêté royal est remplacé par ce qui suit :

« Article 56. – A l'exception du relevé des peines disciplinaires et du relevé des décisions de radiation, les documents versés au dossier de signalement doivent avoir été visés préalablement par le membre du personnel technique.

Tous les documents sont numérotés et repris dans un inventaire.

Le membre du personnel technique dispose d'un délai de cinq jours ouvrables pour viser la pièce qui lui est soumise, à partir du moment où la demande de visa lui a été adressée par le Ministre ou son délégué.

L'obligation de visa préalable est réputée remplie dès lors que le Ministre ou son délégué fait la preuve que la demande de visa a été adressée au membre du personnel technique. »

Art. 64. Dans l'article 109, alinéa 2, du même arrêté royal, les mots « et qui ont reçu au moins la mention 'satisfait' au dernier bulletin de signalement » sont abrogés.

Art. 65. Dans l'article 131 du même arrêté royal, tel que remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 8 juin 1999, les mots « de l'administrateur général de l'enseignement et de la recherche scientifique ou du fonctionnaire général qu'il délègue à cet effet » sont chaque fois remplacés par les mots « du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire. ».

Art. 66. Dans l'article 165*bis*, § 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, les mots « par le Gouvernement. » sont remplacés par les mots « par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire. ».

Art. 67. Dans l'article 165*quater*, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° indépendamment de la poursuite ou non de la procédure disciplinaire, le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive ou bénéficie d'une suspension du prononcé, et ce qu'elle soit ordonnée par une juridiction de jugement ou par une juridiction d'instruction, pour au moins un des faits qui ont justifié la procédure pénale. ».

Art. 68. Dans l'article 165quinquies du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées :

a) le paragraphe 1^{er} est complété par un 3^o rédigé comme suit :

« 3^o concomitamment à la mise en œuvre d'une procédure de licenciement dudit membre du personnel temporaire. »

b) dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « par le Gouvernement. » sont remplacés par les mots « par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire. ».

Art. 69. A l'article 165septies, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive ou bénéficie d'une suspension du prononcé, et ce qu'elle soit ordonnée par une juridiction de jugement ou par une juridiction d'instruction, pour au moins un des faits qui ont justifiés la procédure pénale. »

Art. 70. Dans l'article 186, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, les mots « par le Gouvernement. » sont remplacés par les mots « par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire. ».

CHAPITRE V. — *Dispositions modifiant le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection*

Art. 71. L'article 8, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection est remplacé par ce qui suit :

« 3^o ne pas avoir encouru une peine disciplinaire, ni avoir fait l'objet d'un retrait de fonctions supérieures au cours des cinq années précédentes. »

Art. 72. L'article 15, alinéa 1^{er}, du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Pour être nommés à la fonction de directeur dans l'enseignement secondaire inférieur dans l'enseignement de la Communauté française, les membres du personnel doivent :

1^o être nommés soit à la fonction de sous-directeur dans l'enseignement secondaire inférieur, de coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance, de chef d'atelier, de chef de travaux d'atelier, soit à la fonction de professeur de cours généraux ou de langues anciennes, de professeur de morale, de professeur de cours spéciaux, de professeur de cours techniques, de professeur de pratique professionnelle, de professeur de cours techniques et de pratique professionnelle, d'accompagnateur d'un centre d'éducation et de formation par alternance, dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;

2^o être porteurs d'un titre requis pour l'exercice d'une fonction visée au 1^o;

3^o être porteurs d'un titre du niveau supérieur. »

Art. 73. Dans l'article 20 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, il est inséré un alinéa rédigé comme suit entre l'alinéa 3 et l'alinéa 4 :

« La deuxième session comporte une partie commune de trente heures pour les deux fonctions et une partie spécifique de quinze heures pour la fonction de chef de travaux d'atelier. ».

Art. 74. Dans le même décret, il est inséré un article 21bis rédigé comme suit :

« Article 21bis. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 21, les membres du personnel qui occupent temporairement le 1^{er} septembre 2012 un emploi de secrétaire de direction, sont nommés à titre définitif au 1^{er} janvier 2013 dans cet emploi et affectés à cet établissement, pour autant qu'à la date de la nomination, ils satisfassent aux dispositions suivantes :

1^o être de conduite irréprochable;

2^o jouir des droits civils et politiques;

3^o avoir satisfait aux lois sur la milice;

4^o être titulaire, à titre définitif, de l'une des fonctions de recrutement en rapport avec la fonction de secrétaire de direction et être porteur du titre requis pour cette fonction de recrutement;

5^o satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

6^o compter une ancienneté de service de 6 ans.

Cette ancienneté est calculée conformément aux articles 84 et 85 de l'arrêté royal du 22 mars 1969;

7^o ne pas faire l'objet d'une suspension disciplinaire ou d'une mise en non-activité disciplinaire, de la démission disciplinaire ou de la révocation dans une fonction de membre du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation ou du personnel administratif;

8^o compter une ancienneté de fonction de 2 ans calculée conformément aux articles 84 et 85 de l'arrêté royal du 22 mars 1969;

9^o occuper un emploi vacant au 1^{er} septembre 2012;

§ 2. Les membres du personnel qui occupent temporairement le 1^{er} septembre 2012 un emploi d'éducateur économe ou d'éducateur chargé de la comptabilité, sont nommés à titre définitif au 1^{er} janvier 2013 et affectés à cet établissement, pour autant qu'à la date de la nomination, ils satisfassent aux dispositions suivantes :

1^o être de conduite irréprochable;

2^o jouir des droits civils et politiques;

3^o avoir satisfait aux lois sur la milice;

4^o être titulaire, à titre définitif, de l'une des fonctions de recrutement en rapport avec les fonctions d'éducateur économe ou d'éducateur chargé de la comptabilité et être porteur du titre requis pour cette fonction de recrutement;

5° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

6° compter une ancienneté de service de 6 ans.

Cette ancienneté est calculée conformément aux articles 84 et 85 de l'arrêté royal du 22 mars 1969;

7° ne pas faire l'objet d'une suspension disciplinaire ou d'une mise en non-activité disciplinaire, de la démission disciplinaire ou de la révocation dans une fonction de membre du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation ou du personnel administratif;

8° compter une ancienneté de fonction de 2 ans calculée conformément aux articles 84 et 85 de l'arrêté royal du 22 mars 1969;

9° occuper un emploi vacant au 1^{er} septembre 2012.

10° avoir suivi ou dispensé une formation spécifique organisée par le Gouvernement.

CHAPITRE VI. — *Dispositions modifiant le décret du 12 mai 2004
fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise,
gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française*

Art. 75. Dans le Titre I^{er}, du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, l'intitulé du chapitre II est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre II. — Des droits, devoirs et incompatibilités »

Art. 76. Dans le chapitre II du même décret il est inséré une section 1^{re} intitulée « Des droits du membre du personnel ».

Art. 77. Dans la section 1^{re} du chapitre II, insérée par l'article 75, il est inséré un article *3bis* rédigé comme suit :

« Article *3bis*. – Le membre du personnel a le droit :

1° de travailler dans les conditions, au temps et au lieu convenus dans son acte de désignation ou de nomination, notamment en disposant des instruments et des matières nécessaires à l'accomplissement du travail;

2° à ce qu'il soit veillé en bon père de famille à ce que son travail s'accomplisse dans des conditions convenables au point de vue de sa sécurité et de sa santé, et que les premiers secours soient assurés à celui-ci en cas d'accident;

3° que ses traitements soient liquidés conformément à la réglementation;

4° de bénéficier de l'attention et des soins nécessaires à son accueil, et en particulier lorsqu'il s'agit d'un jeune membre du personnel;

5° à ce qui soit veillé aux soins d'un bon père de famille à la conservation des instruments de travail lui appartenant. Ses instruments de travail ne peuvent en aucun cas être retenus;

6° d'être traité avec dignité, courtoisie et de ne pas faire l'objet d'attitude verbale ou non-verbale qui pourrait compromettre cette dignité ou de tout acte de harcèlement. »

Art. 78. Dans la même section 1^{re}, il est inséré un article *3ter* rédigé comme suit :

« Article *3ter*. Lorsque sa désignation prend fin, le membre du personnel a le droit d'obtenir la délivrance de tous les documents sociaux. »

Art. 79. Dans la même section 1^{re}, il est inséré un article *3quater* rédigé comme suit :

« Article *3quater*. A droit au traitement qui lui serait revenu s'il avait pu accomplir normalement sa tâche journalière, le membre du personnel apte à travailler au moment de se rendre au travail :

1° qui, se rendant normalement à son travail, ne parvient qu'avec retard ou n'arrive pas au lieu de travail pourvu que ce retard ou cette absence soit dû à une cause survenue sur le chemin du travail et indépendante de sa volonté;

2° qui, hormis le cas de grève, ne peut, pour une cause indépendante de sa volonté, soit entamer le travail, alors qu'il s'était rendu normalement sur les lieux de travail, soit poursuivre le travail auquel il était occupé. »

Art. 80. Dans la même section 1^{re}, il est inséré un article *3quinquies* rédigé comme suit :

« Article *3quinquies*. – Conformément aux réglementations spécifiques, les membres du personnel ont le droit de s'absenter du travail, avec maintien de leur rémunération normale, à l'occasion d'événements familiaux, pour l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles, et en cas de comparution en justice. »

Art. 81. Dans le chapitre II du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° la section 1^{re} intitulée « Section 1^{re}. — Des devoirs » devient la « Section 2. — Des devoirs du membre du personnel »;

2° la section 2 intitulée « Section 2. — Des incompatibilités » devient la « Section 3. — Des incompatibilités »

Art. 82. Dans l'article 33 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complété par ce qui suit : « ou sur proposition motivée du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou du délégué dudit fonctionnaire »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « le directeur » et les mots « envisage de proposer »;

3° dans le paragraphe 2, dernier alinéa, les mots « ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « le directeur » et les mots « transmet immédiatement »

Art. 83. Dans l'article 34 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « le directeur » et les mots « convoque par lettre recommandée »;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « le directeur » et les mots « estime qu'il y a ».

Art. 84. L'article 38 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 38. Le Gouvernement détermine le nombre d'emplois par fonction pouvant faire l'objet d'une admission au stage. Le nombre correspond au nombre d'emplois libérés au 1^{er} janvier par la cessation définitive de leurs fonctions de membres du personnel administratif.

Les membres du personnel sont admis au stage, selon leur place au classement, tel que visé à l'article 30.

A la suite de la cessation définitive de ses fonctions par un membre du personnel administratif nommé à titre définitif ou admis au stage dans une fonction de recrutement, le Gouvernement procède à l'admission au stage d'un membre du personnel administratif dans l'emploi de la même fonction qu'il occupe à cette date, à condition que l'emploi soit vacant.

Si l'emploi occupé par le membre du personnel visé à l'alinéa précédent n'est pas vacant, il sera admis au stage dans un autre emploi ».

Art. 85. Dans l'article 39 du même décret, le 7° est remplacé par ce qui suit :

« 7° pour la fonction de comptable, être lauréat de l'épreuve de recrutement prévue aux articles 40 à 46 ».

Art. 86. Dans l'article 40 du même décret, les mots « , pour chaque fonction de membre du personnel administratif, » sont remplacés par les mots « , pour la fonction de comptable, ».

Art. 87. L'article 43, § 1^{er}, du même décret est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. L'épreuve de recrutement du comptable est constituée de deux sessions de formation sanctionnées chacune par une épreuve distincte.

La première session de formation vise à développer chez les candidats des aptitudes relationnelles. Elle a une durée totale de 12 heures, les deux modules qui la composent ont une durée de 6 heures chacun.

Le premier module a pour objet :

1° la communication interne et externe qui comprend :

- a) l'identification de ses pratiques d'information et de communication personnelles;
- b) la différenciation des notions de communication et d'information dans un système;
- c) l'identification de certains modes de communication interne propre à l'organisation.

2° les techniques d'accueil.

Le second module a pour objet :

1° les techniques d'entretien;

2° la notion de secret, de déontologie et de responsabilités liées à la fonction;

3° les techniques de négociation;

4° la prise de décision.

La seconde session de formation vise à développer chez les candidats l'aptitude à maîtriser à livre ouvert les matières législatives et réglementaires relatives à l'exercice de leur fonction. Elle est répartie en deux modules. Elle a une durée totale de 60 heures, chaque module comportant 30 heures.

Le premier module a pour objet la maîtrise à livre ouvert des dispositions relatives à la gestion matérielle et financière des établissements scolaires.

Le second module a pour objet la maîtrise des outils informatiques utilisés dans l'exercice de leur fonction et des règles en matière de sécurité et de normes liées aux bâtiments scolaires. »

Art. 88. Dans l'article 52 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complété par ce qui suit : « ou sur proposition motivée du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou du délégué dudit fonctionnaire »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « le directeur » et les mots « envisage de proposer ».

Art. 89. Dans l'article 55 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « le directeur » et les mots « convoque par lettre recommandée »;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire » sont insérés entre les mots « le directeur » et les mots « estime qu'il y a ».

Art. 90. Dans le Titre II, Chapitre III, Section 3, du même décret, il est inséré un article 56/1 rédigé comme suit :

« Article 56/1. Par dérogation aux articles 37 à 56, les membres du personnel qui occupent temporairement le 1^{er} septembre 2012 un emploi d'une fonction de commis ou de rédacteur telle que visée à l'article 17, sont nommés à titre définitif au 1^{er} janvier 2013 dans cet emploi et affectés à cet établissement, pour autant qu'à la date de la nomination, ils satisfassent aux dispositions suivantes :

1° être de conduite irréprochable;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° avoir satisfait aux lois sur la milice;

4° être porteur d'un titre requis tel que visé à l'article 18;

5° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

6° compter au moins sept cent vingt jours de service dans une fonction de recrutement du personnel administratif. Cette ancienneté est calculée conformément à l'article 30, § 4. Par dérogation à l'article 30, § 4, les jours prestés par le membre du personnel qui se trouve dans la position administrative de l'activité de service sont toutefois pris en considération pour l'application de la présente disposition;

7° ne pas faire l'objet d'une suspension disciplinaire ou d'une mise en non-activité disciplinaire de la démission disciplinaire ou de la révocation dans une fonction de membre du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation ou du personnel administratif;

8° occuper un emploi vacant au 1^{er} septembre 2012. »

Art. 91. L'article 65 du même décret est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Le membre du personnel administratif dispose d'un délai de cinq jours ouvrables pour viser la pièce qui lui est soumise, à partir du moment où la demande de visa lui a été adressée par le Ministre ou son délégué.

L'obligation de visa préalable est réputée remplie dès lors que le Ministre ou son délégué fait la preuve que la demande de visa a été adressée au membre du personnel administratif. »

Art. 92. Dans l'article 97 du même décret, les mots « de l'administrateur général de l'enseignement et de la recherche scientifique ou du fonctionnaire général qu'il délègue à cet effet » sont chaque fois remplacés par les mots « du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire ».

Art. 93. Dans l'article 126, § 3, alinéa 1^{er} du même décret, les mots « par le Gouvernement. » sont remplacés par les termes « par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire. »

Art. 94. Dans l'article 128, alinéa 1^{er}, du même décret, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° indépendamment de la poursuite ou non de la procédure disciplinaire, le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive ou bénéficie d'une suspension du prononcé, et ce qu'elle soit ordonnée par une juridiction de jugement ou par une juridiction d'instruction, pour au moins un des faits qui ont justifiés la procédure pénale. ».

Art. 95. Dans l'article 129 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) le paragraphe 1^{er} est complété par un 3° rédigé comme suit :

« 3° concomitamment à la mise en œuvre d'une procédure de licenciement dudit membre du personnel temporaire. »

b) dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « par le Gouvernement. » sont remplacés par les mots « par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire. »

Art. 96. A l'article 131, alinéa 1^{er}, du même décret, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive ou bénéficie d'une suspension du prononcé, et ce qu'elle soit ordonnée par une juridiction de jugement ou par une juridiction d'instruction, pour au moins un des faits qui ont justifiés la procédure pénale. »

Art. 97. Dans l'article 162, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « par le Gouvernement. » sont remplacés par les mots « par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire. »

Art. 98. Dans le titre 2 du même décret, il est inséré un chapitre XI/1 intitulé « De la formation continue des membres du personnel administratif »

Art. 99. Dans le chapitre XI/1 insérée par l'article précédent, il est inséré un article 168/1 rédigé comme suit :

« Article 168/1. Une formation continue des membres du personnel administratif est organisée en vue de former, d'entretenir, de perfectionner ou d'ajuster les connaissances ou compétences nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

Cette formation s'adresse à l'ensemble des membres du personnel administratif désignés à titre temporaire, admis au stage ou nommés à titre définitif. »

Art. 100. Dans le même chapitre XI/1, il est inséré un article 168/2 rédigé comme suit :

« Article 168/2. § 1^{er}. La formation continue est organisée, d'une part sur une base obligatoire et d'autre part sur une base volontaire.

Les membres du personnel administratif qui doivent obligatoirement suivre un module de formation sont prioritaires sur les membres du personnel administratif souhaitant suivre ce module sur une base volontaire.

§ 2. Le Gouvernement fixe les catégories de membres du personnel administratif et les modules de formation correspondants pour lesquels la participation à un module de formation se fait sur une base obligatoire.

Trois mois au moins avant chaque session de formation, les Services du Gouvernement informent les membres du personnel administratif concernés ainsi que leurs chefs d'établissement sur les modalités pratiques et le calendrier du module de formation obligatoire.

Lorsqu'un membre du personnel administratif doit suivre plusieurs modules de formation sur une base obligatoire, celle-ci est étalée sur plusieurs années scolaires. La formation continue obligatoire d'un membre du personnel administratif ne peut excéder un module de formation par année scolaire.

§ 3. Le membre du personnel administratif qui souhaite suivre un module de formation sur une base volontaire doit soumettre sa demande à l'accord préalable de son chef d'établissement.

Le chef d'établissement fonde notamment sa décision sur l'intérêt objectif et concret du module de formation pour le membre du personnel administratif concerné ainsi que sur la nécessité de garantir le bon fonctionnement de l'établissement.

En cas d'accord du chef d'établissement, celui-ci transmet la demande du membre du personnel administratif aux Services du Gouvernement. Il y joint son accord écrit.

En fonction des capacités organisationnelles et des places encore disponibles, les Services du Gouvernement inscrivent les membres du personnel administratif concernés dans l'ordre chronologique de réception des demandes.

§ 4. Une attestation de fréquentation est délivrée au terme des modules de formation, selon les modalités que fixe le Gouvernement.

§ 5. Les membres du personnel administratif qui bénéficient d'une formation sont réputés en activité de service pendant la durée de celle-ci, quel que soit le moment de l'année civile. »

Art. 101. Dans le même chapitre XI/1, il est inséré un article 168/3 rédigé comme suit :

« Article 168/3. Les modules de formation visent à former, entretenir, perfectionner ou ajuster les connaissances ou compétences nécessaires à l'exercice de la fonction des membres du personnel administratif.

Le Gouvernement définit, parmi l'ensemble du personnel administratif, les catégories prioritaires qui doivent suivre sur une base obligatoire un module de formation. Il accorde notamment la priorité aux nouveaux membres du personnel et aux membres du personnel pour qui la participation à un module de formation est nécessaire à leur épanouissement professionnel.

Le Gouvernement fixe la procédure d'inscription, le contenu, les conditions, les modalités et le calendrier des modules de formation ainsi que la liste des opérateurs de formation.

Pour ce faire, il privilégie l'organisation des modules de formation à un niveau local et par des opérateurs internes ».

Art. 102. L'article 213 du même décret est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Le membre du personnel ouvrier dispose d'un délai de cinq jours ouvrables pour viser la pièce qui lui est soumise, à partir du moment où la demande de visa lui a été adressée par le Ministre ou son délégué.

L'obligation de visa préalable est réputée remplie dès lors que le Ministre ou son délégué fait la preuve que la demande de visa a été adressée au membre du personnel ouvrier. »

Art. 103. Dans l'article 241 du même décret, les mots « de l'administrateur général de l'enseignement et de la recherche scientifique ou du fonctionnaire général qu'il délègue à cet effet » sont chaque fois remplacés par les mots « du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire ».

Art. 104. Dans l'article 270, § 3, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « par le Gouvernement. » sont remplacés par les mots « par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire. »

Art. 105. Dans l'article 273 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) le paragraphe 1^{er} est complété par un 3^o rédigé comme suit :

« 3^o concomitamment à la mise en œuvre d'une procédure de licenciement dudit membre du personnel temporaire. »

b) dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « par le Gouvernement. » sont remplacés par les mots « par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire. »

Art. 106. Dans l'article 275, alinéa 1^{er}, du même décret, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive ou bénéficie d'une suspension du prononcé, et ce qu'elle soit ordonnée par une juridiction de jugement ou par une juridiction d'instruction, pour au moins un des faits qui ont justifiés la procédure pénale. »

Art. 107. Dans l'article 277 du même décret, le paragraphe 1^{er} est complété par un 3^o rédigé comme suit :

« 3^o concomitamment à la mise en œuvre d'une procédure de licenciement dudit membre du personnel temporaire. »

Art. 108. Dans l'article 279 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive ou bénéficie d'une suspension du prononcé, et ce qu'elle soit ordonnée par une juridiction de jugement ou par une juridiction d'instruction, pour au moins un des faits qui ont justifiés la procédure pénale. »

b) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« Lorsque la mesure de réduction de traitement est rapportée en application de l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel ouvrier reçoit le complément de son traitement initialement retenu augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée ».

Art. 109. Dans l'article 308, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « par le Gouvernement. » sont remplacés par les mots « par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire. »

Art. 110. L'article 342 du même décret est complété par un paragraphe 5, rédigé comme suit :

« § 5. Les correspondants comptables qui occupent temporairement cette fonction le 1^{er} septembre 2012 sont nommés à titre définitif au 1^{er} janvier 2013 dans cet emploi et affectés à cet établissement, pour autant qu'à la date de nomination, ils satisfassent aux conditions suivantes :

- 1° être de conduite irréprochable;
- 2° jouir des droits civils et politiques;
- 3° avoir satisfait aux lois sur la milice;
- 4° être porteur du titre requis;
- 5° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

6° compter au moins 1 080 jours de service dans une des fonctions de membre du personnel administratif. Cette ancienneté est calculée conformément à l'article 30, § 4. Par dérogation à l'article 30, § 4, les jours prestés par le membre du personnel qui se trouve dans la position administrative de l'activité de service sont toutefois pris en considération pour l'application de la présente disposition;

7° ne pas faire l'objet d'une suspension disciplinaire ou d'une mise en non-activité disciplinaire, d'une démission disciplinaire ou de la révocation dans une fonction de membre du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation ou du personnel administratif;

8° occuper un emploi vacant au 1^{er} septembre 2012. »

CHAPITRE VII. — *Disposition modifiant le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs*

Art. 111. Dans l'article 37 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, tel que modifié par le décret du 13 décembre 2007 et le décret du 10 février 2011, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 3°, a), les mots « désignés par le Gouvernement, » sont abrogés;
- 2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 3°, le b) est remplacé par ce qui suit :

« b) trois présidents de commission zonales visées à l'article 14^{quinqüies} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 dont celui de la zone concernée, lorsque la Commission exerce ses missions à propos d'un membre du personnel de l'enseignement de promotion sociale ».

CHAPITRE VIII. — *Dispositions modifiant le décret du 30 avril 2009 concernant la comptabilité des écoles et l'accès à certaines fonctions de sélection et de promotion*

Art. 112. Dans l'article 7 du décret du 30 avril 2009 concernant la comptabilité des écoles et l'accès à certaines fonctions de sélection et de promotion, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Tout remplacement définitif ou temporaire d'un correspondant comptable, d'un éducateur économiste ou d'un éducateur chargé de la comptabilité s'opère en principe prioritairement à titre définitif, par admission au stage ou à titre temporaire dans le cadre de la fonction de comptable au sens de l'article 17, § 1, 1°, f) du décret du 12 mai 2004.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, un emploi complet ou partiel de correspondant comptable peut être attribué prioritairement par complément de charge, extension de nomination, rappel provisoire à l'activité de service ou réaffectation définitive à un correspondant comptable.

Dans chaque CPMS de la Communauté française, au moment du départ définitif de l'adjoint ou du commis, un commis est chargé de la comptabilité du centre, à concurrence d'un quart temps de ses prestations hebdomadaires.

Pour le quart temps visé à l'alinéa précédent, le membre du personnel, porteur du titre requis pour cette fonction, perçoit l'échelle de traitement du correspondant comptable. »

Art. 113. L'article 31 du même décret est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Les membres du personnel qui occupent temporairement le 1^{er} septembre 2012 un emploi de comptable, sont nommés à titre définitif au 1^{er} janvier 2013 dans cet emploi et affectés à cet établissement, pour autant qu'à la date de la nomination, ils satisfassent aux dispositions suivantes :

- 1° être de conduite irréprochable;
- 2° jouir des droits civils et politiques;
- 3° avoir satisfait aux lois sur la milice;
- 4° être porteur du titre requis, à l'exception des membres du personnel visés à l'article 31, § 3 du décret;
- 5° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

6° compter une ancienneté de service de 720 jours. Cette ancienneté est calculée conformément à l'article 30, § 4, du décret du 12 mai 2004 sans préjudice des dispositions spécifiques suivantes :

a) les jours prestés par le membre du personnel qui se trouve dans la position administrative de l'activité de service sont toutefois pris en considération pour l'application de la présente disposition;

b) pour les membres du personnels visés à l'article 31, § 3, le calcul de l'ancienneté s'effectue sans tenir compte de la disposition prévue à l'article 26, 5° du décret du 12 mai 2004;

7° ne pas faire l'objet d'une suspension disciplinaire ou d'une mise en non-activité disciplinaire, d'une démission disciplinaire ou de la révocation dans une fonction de membre du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation ou du personnel administratif;

8° occuper un emploi vacant au 1^{er} septembre 2012;

9° avoir suivi ou dispensé une formation spécifique en rapport avec la fonction et organisée par le Gouvernement. »

CHAPITRE IX. — *Disposition transitoire*

Art. 114. Pour l'application des articles 74, § 2, et 113 du présent décret, les membres du personnel qui répondent aux conditions visées à l'article 74, 1° à 9°, et à l'article 113, 1° à 8°, immunisent l'emploi qu'ils occupent contre un changement d'affectation, et ce jusqu'au 1^{er} janvier 2015.

CHAPITRE X. — *Entrée en vigueur*

Art. 115. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 2013, sauf l'article 73 qui produit ses effets au 1^{er} septembre 2012 et les articles 12, 2°, et 23 qui entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2013.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 février 2012.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,

R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,

A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,

J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,

Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale

Mme M.-D. SIMONET

 Note

Session 2012-2013

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 453-1.

Amendements de commission, n° 453-2 - Rapport, n° 453-3

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 27 février 2013.

 VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29249]

28 FEBRUARI 2013. — Decreet houdende verschillende statutaire bepalingen betreffende het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen*

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt het opschrift van hoofdstuk II vervangen als volgt : « Hoofdstuk II. - Rechten en plichten ».

Art. 2. In hoofdstuk II van hetzelfde koninklijk besluit, wordt een afdeling 1 ingevoegd, luidend als volgt : « Afdeling 1. Rechten van het personeelslid ».

Art. 3. In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 2, wordt een artikel *4bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *4bis*.- Het personeelslid heeft het recht :

1° te werken in de voorwaarden, op de tijdstippen en plaatsen die in zijn aanstellings- of benoemingsakte overeengekomen zijn, waarbij het inzonderheid beschikt over de instrumenten en de stoffen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van het werk;

2° dat als een goed huisvader ervoor wordt gezorgd dat zijn werk wordt uitgevoerd in omstandigheden die geschikt zijn voor de veiligheid en de gezondheid, en dat de eerste hulp hem wordt toegediend als er een ongeval zich voordoet;

3° dat zijn wedden worden uitbetaald overeenkomstig de regeling;

4° de voorkomendheid en de zorg te genieten die noodzakelijk zijn voor zijn onthaal, inzonderheid als het gaat om een jong personeelslid;

5° dat als een goed huisvader ervoor wordt gezorgd dat de werkinstrumenten die hem behoren, worden bewaard. Zijn werkinstrumenten kunnen hem in geen geval worden afgehouden;

6° met waardigheid en hoffelijkheid te worden behandeld en geen slachtoffer te zijn van een verbaal of niet-verbaal gedrag dat die waardigheid zou kunnen aantasten of van elke pesterij. »

Art. 4. In dezelfde afdeling 1, wordt een artikel *4ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *4ter*. Wanneer zijn aanstelling eindigt, heeft het personeelslid het recht alle sociale documenten te krijgen. »

Art. 5. In dezelfde afdeling 1 wordt een artikel *4quater* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *4quater*. Heeft recht op de wedde die hem zou zijn toegekend, indien het zijn dagtaak normaal had kunnen uitoefenen, het personeelslid dat arbeidsgeschikt is op het ogenblik dat het zich naar zijn werk begeeft en dat :

1° terwijl het zich normaal naar zijn werk begeeft, pas met vertraging of helemaal niet aankomt op zijn arbeidsplek, voor zover die vertraging of die afwezigheid te wijten is aan een feit dat zich op de weg naar het werk heeft voorgedaan en dat onafhankelijk is van zijn wil;

2° behalve in geval van staking, wegens een feit buiten zijn wil, ofwel niet kan beginnen te werken, terwijl het zich normaal naar zijn werkplek had begeefd, ofwel het werk waarmee het bezig was niet kan voortzetten. »

Art. 6. In dezelfde afdeling wordt een artikel *4quinquies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *4quinquies*. Overeenkomstig de specifieke regelingen hebben de personeelsleden het recht afwezig te zijn van hun werk, met behoud van hun normale bezoldiging, naar aanleiding van familiale gebeurtenissen, voor het nakomen van burgerlijke verplichtingen of de vervulling van burgerlijke opdrachten, en bij dagvaarding voor het gerecht. ».

Art. 7. In hoofdstuk II van hetzelfde koninklijk besluit, wordt een afdeling 2 ingevoegd, die de huidige tekst van de artikelen 5 tot 14 overneemt, met als opschrift « Afdeling 2. Plichten van het personeelslid ».

Art. 8. In artikel *14ter* van hetzelfde koninklijk besluit, wordt paragraaf 2 aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« De Commissie wordt bijgestaan door een secretaris die de Minister kiest uit de personeelsleden van de algemene directie personeel van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs. »

Art. 9. In artikel *14quater* van hetzelfde koninklijk besluit, wordt paragraaf 2 aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« De Commissie wordt bijgestaan door een personeelslid dat aangewezen is voor de cel aanstellingen van de algemene directie personeel van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs. »

Art. 10. In artikel *14sexies* van hetzelfde koninklijk besluit, wordt paragraaf 2 aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« De Commissie wordt bijgestaan door een secretaris die de Minister kiest uit de personeelsleden van de algemene directie personeel van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs. »

Art. 11. In artikel *14septies* van hetzelfde koninklijk besluit, wordt paragraaf 2 aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« De Commissie wordt bijgestaan door een personeelslid dat aangewezen is voor de cel aanstellingen van de algemene directie personeel van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs. »

Art. 12. In artikel *17bis* van hetzelfde koninklijk besluit, zoals ingevoegd bij het besluit van de Regering van 10 juni 1993 en aangevuld bij het decreet van 3 maart 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« Het eerste lid is niet van toepassing op het onderwijs voor sociale promotie »;

2° artikel *17bis*, waarvan het eerste lid en het tweede lid paragraaf 1 zullen uitmaken, wordt aangevuld met drie paragrafen, luidend als volgt :

« § 2. De betrekkingen die na de reffectatieverrichtingen vacant zijn gebleven, worden binnen de eerste helft van de maand januari in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. De volledige of onvolledige vacante betrekkingen worden per zone en per ambt gerangschikt, met het oog op affectatiewijzigingen bedoeld in artikel 48, § 1.

Op het einde van de statutaire verrichting bedoeld in het eerste lid, wordt het overschot van de betrekkingen gebruikt voor de benoemingsuitbreidingen, zoals bedoeld in artikel 45, § *2ter*, en vervolgens, voor de tijdelijke aanstellingen, zoals bedoeld in de artikelen 30 en volgende.

§ 3. De Minister bepaalt de vacante betrekkingen die in het *Belgisch Staatsblad* worden vermeld, en die hij wenst toe te kennen via de statutaire verrichtingen bedoeld in § 2.

§ 4. De Minister bepaalt de beschikbare betrekkingen die hij wenst toe te kennen door middel van affectatiewijzigingen en aanstellingen van prioritaire tijdelijken.

Onder beschikbare betrekking, dient te worden verstaan, een betrekking waarvan de titularis, in vast verband benoemd, gedurende het gehele vorige jaar in het betrokken ambt werd vervangen of een betrekking die werd gecreëerd overeenkomstig de regels betreffende de omkadering gedurende het vorige schooljaar. »

Art. 13. In artikel 25 van hetzelfde koninklijk besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van 10 juni 1993 en aangevuld bij het decreet van 3 maart 2004, wordt tussen het eerste lid en het tweede lid een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Onverminderd het eerste lid, voor zover de personeelsleden geen ongunstig verslag hebben gekregen, worden ze opnieuw aangesteld in de betrekking die ze in het voorafgaande jaar bekleedden, indien deze betrekking op 1 september nog altijd bestaat en niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een reffectatie, een benoemingsuitbreiding, een aanstelling van een prioritaire tijdelijke of de aanstelling van een beter gerangschikt personeelslid. ».

Art. 14. In artikel *26bis*, § 1, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, worden de punten 1° tot 3° vervangen als volgt :

« 1° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de vierde groep bedoeld in artikel 2, vijfde lid van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;

1°*bis* de tijdelijken die gerangschikt zijn in de derde groep bedoeld in artikel 2, vierde lid van hetzelfde koninklijk besluit, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;

2° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 2, derde lid van hetzelfde koninklijk besluit, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;

3° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 2, tweede lid van hetzelfde koninklijk besluit, in omgekeerde volgorde van de rangschikking;».

Art. 15. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 26*quater* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 26*quater*. - § 1. In het onderwijs met volledig leerplan, opdat de personeelsleden een ambt met volledige dagtaak zouden kunnen uitoefenen, worden de lestijden die in hetzelfde ambt beschikbaar zijn binnen dezelfde inrichting hun toegekend met inachtneming van dezelfde volgorde :

1° de personeelsleden die in vast verband worden benoemd in het ambt dat ze uitoefenen en die in de inrichting geaffecteerd of als hoofdamt geaffecteerd zijn;

2° de personeelsleden die in vast verband worden benoemd in het ambt dat ze uitoefenen en die in de inrichting als bijambt geaffecteerd zijn;

3° de personeelsleden die in actieve dienst terug worden geroepen voor een onbepaalde duur in het ambt waarin ze werden benoemd;

4° de personeelsleden die voorlopig in actieve dienst terug worden geroepen in het ambt waarin ze werden benoemd;

5° de in vast verband benoemde personeelsleden, voor de prestaties die hun als aanvullende opdracht worden toegekend;

6° de prioritaire tijdelijken, in de volgorde van hun rangschikking;

7° de personeelsleden die een voorlopige affectatiewijziging genieten;

8° de in vast verband benoemde personeelsleden, voor de prestaties die hun als aanvullend lesrooster worden toegekend met toepassing van de artikelen 13*bis* tot 13*quinquies* van het koninklijk besluit van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen;

9° de personeelsleden die voor een onbepaalde tijd in actieve dienst terug worden geroepen in een ander ambt dan het ambt waarin ze worden benoemd;

10° de personeelsleden die voorlopig in actieve dienst terug worden geroepen in een ander ambt dan het ambt waarin ze worden benoemd;

11° de in vast verband benoemde personeelsleden, voor de prestaties die hun als aanvullende prestaties worden toegekend;

12° de prioritaire tijdelijken, voor de prestaties die hun als aanvullende prestaties worden toegekend in de volgorde van hun rangschikking;

13° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de eerste groep bedoeld in artikel 2, tweede lid van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs, in de volgorde van de rangschikking;

14° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de tweede groep bedoeld in artikel 2, derde lid van hetzelfde koninklijk besluit, in de volgorde van de rangschikking;

15° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de derde groep van artikel 2, vierde lid van hetzelfde koninklijk besluit, in de volgorde van de rangschikking;

16° de tijdelijken die gerangschikt zijn in de vierde groep bedoeld in artikel 2, vijfde lid van hetzelfde koninklijk besluit, in de volgorde van de rangschikking.

§ 2. Voor de in vast verband benoemde personeelsleden worden de lestijden die in hetzelfde ambt binnen dezelfde inrichting beschikbaar zijn, opeenvolgend toegekend aan het personeelslid dat de grootste dienstanciënniteit heeft zoals berekend in artikel 3*sexies*, § 1, van het koninklijk besluit van 18 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

§ 3. Het personeelslid mag de prestaties die hem met toepassing van artikel 26*quater*, § 1, 1° tot 11° worden toegekend, niet verlaten. Alleen het ontslag voor een volledige opdracht, zoals bepaald in artikel 169, is toegelaten. ».

Art. 16. In artikel 28 van hetzelfde koninklijk besluit, zoals aangevuld bij het decreet van 8 februari 1999 en gewijzigd bij het decreet van 10 februari 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, eerste zin, worden de woorden « of op het met redenen omklede voorstel van de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of van de afgevaardigde van die ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « van het inrichtingshoofd » en de woorden « Vóór elk voorstel tot afdanking »;

2° in het eerste lid, derde zin, worden de woorden « of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « het inrichtingshoofd » en de woorden « de afdanking van het personeelslid wil voorstellen ».

3° in het derde lid, vierde zin, worden de woorden « of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « Het inrichtingshoofd » en de woorden « stuurt ».

Art. 17. In artikel 28*bis* van hetzelfde koninklijk besluit, zoals gewijzigd bij het decreet van 10 februari 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden « of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « het inrichtingshoofd » en de woorden « in kennis wordt gesteld »;

2° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden « of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « het inrichtingshoofd » en de woorden « van mening is ».

Art. 18. In artikel 34 van hetzelfde koninklijk besluit, zoals vervangen bij het besluit van de Regering van 10 juni 1993 en aangevuld bij het besluit van de Regering van 9 januari 1996, wordt paragraaf 1 vervangen als volgt :

« § 1. Elk jaar wordt de oproep tot kandidaten voor een aanstelling als prioritair tijdelijke in de maand januari verricht door middel van een bericht bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Dit bericht vermeldt de voorwaarden vereist van de kandidaten, alsook de vorm en de termijn binnen welke de kandidaturen moeten worden ingediend.

De kandidaten moeten ten minste 600 dagen hebben gepresteerd op de datum van de oproep om prioritair tijdelijke in de loop van het volgende schooljaar te worden.

Het aantal dagen bedoeld in het derde lid bedraagt ten minste 300 dagen, die in de loop van de laatste drie schooljaren, met inbegrip van het jaar waarin de oproep wordt gedaan, in het betrokken ambt werden gepresteerd in één of meer door de Franse Gemeenschap georganiseerde inrichtingen.

De Regering kan van het aantal dagen bepaald in het derde lid afwijken, wanneer het aantal kandidaturen te hoog is.

De kandidaten die de leeftijdsgrens van 55 jaar hebben bereikt en die de vrijstelling bedoeld in artikel 31, 11°, van dit besluit wensen te krijgen, voegen hun met redenen omklede aanvraag om vrijstelling bij hun akte van kandidaatstelling. ».

Art. 19. In artikel 37bis van hetzelfde koninklijk besluit, wordt het derde lid vervangen als volgt :

« Het in het eerste lid bedoelde personeelslid dat als prioritair tijdelijke aangesteld is, nadat het de in artikel 20 bedoelde opeenvolgende vrijstellingen heeft genoten, heeft voorrang boven het in artikel 18 bedoelde personeelslid. ».

Art. 20. In artikel 42 van hetzelfde koninklijk besluit, laatst gewijzigd bij het decreet van 10 februari 2011, worden de woorden « of op het met redenen omklede voorstel van de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of van de afgevaardigde van die ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « van het inrichtingshoofd » en de woorden « Dit voorstel ».

Art. 21. In artikel 43 van hetzelfde koninklijk besluit, laatst gewijzigd bij het decreet van 10 februari 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « het inrichtingshoofd » en de woorden « die hem dezelfde dag »;

2° in het tweede lid, worden de woorden « of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « Het inrichtingshoofd » en de woorden « zendt het bezwaarschrift ».

Art. 22. In artikel 43ter van hetzelfde koninklijk besluit, zoals ingevoegd bij het decreet van 10 februari 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden « of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « Het inrichtingshoofd » en de woorden « het inrichtingshoofd » en de woorden « in kennis wordt gesteld »;

2° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden « of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « Het inrichtingshoofd » en de woorden « het inrichtingshoofd » en de woorden « van mening is ».

Art. 23. In artikel 48 van hetzelfde koninklijk besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, eerste lid, 1° en 2°, wordt telkens aangevuld met de woorden « voor zover het die betrekking sedert ten minste twee opeenvolgende schooljaren bekleedt »;

2° paragraaf 2, eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling: « Het personeelslid dat een affectatieverandering wenst te bekomen in een andere inrichting van dezelfde zone dient bij aangetekend schrijven een door uitzonderlijke omstandigheden gemotiveerde aanvraag, samen met bewijsstukken, bij de Minister in binnen de eerste helft van de maand februari, behalve in het onderwijs voor sociale promotie, binnen de eerste helft van de maand maart. Het stuurt een afschrift ervan naar de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie, of, naargelang van het geval, naar de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie binnen dezelfde termijn. »;

3° paragraaf 3, eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling: « Het personeelslid dat een affectatieverandering wenst te bekomen in een andere zone dient bij aangetekend schrijven een door uitzonderlijke omstandigheden gemotiveerde aanvraag, samen met bewijsstukken, bij de Minister in binnen de eerste helft van de maand februari. Het stuurt een afschrift ervan naar de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie, of, naargelang van het geval, naar de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie van het onderwijs voor sociale promotie binnen dezelfde termijn. ».

Art. 24. Artikel 64 van hetzelfde koninklijk besluit, opgeheven bij het besluit van de Regering van 10 juni 1993, wordt hersteld als volgt :

« Artikel 64. De Regering stelt de onverenigbaarheden bedoeld in de artikelen 57 tot 59 vast. Zij brengt het betrokken personeelslid bij aangetekend schrijven daarvan op de hoogte binnen een termijn van twintig dagen vanaf de dag waarop het de onverenigbaarheid vaststelt.

Als het personeelslid het bestaan van een onverenigbaarheid vaststelt, kan het langs de hiërarchische weg, binnen een termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum waarop de kennisgeving van de onverenigbaarheid op straffe van nietigheid werd verricht, een bezwaarschrift vóór de raad van beroep indienen. Deze brengt de Regering zijn advies uit binnen een termijn van twee maanden vanaf de datum van de ontvangst.

De Regering neemt zijn beslissing binnen een termijn van één maand te rekenen vanaf de ontvangst van het advies van de raad van beroep. ».

Art. 25. Artikel 68 van hetzelfde koninklijk besluit wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

« Het personeelslid beschikt over een termijn van vijf werkdagen om het stuk te viseren dat hem wordt voorgelegd, vanaf het ogenblik waarop de aanvraag om visum hem door de Minister of diens gemachtigde werd meegedeeld.

De verplichting betreffende een voorafgaand visum wordt als vervuld geacht zodra de Minister of diens gemachtigde het bewijs levert dat de aanvraag om visum aan het personeelslid werd meegedeeld. ».

Art. 26. In artikel 78, zesde lid, van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden « door de ambtenaar-generaal die door de Regering of zijn afgevaardigde wordt aangewezen » vervangen door de woorden « door de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar ».

Art. 27. In artikel 92, vijfde lid, van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden « door de ambtenaar-generaal die door de Regering of diens afgevaardigde wordt aangesteld » vervangen door de woorden « « door de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar ».

Art. 28. In artikel 123 van hetzelfde koninklijk besluit, laatst gewijzigd bij het decreet van 8 maart 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « door de Administrateur-generaal van het onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek of door de ambtenaar-generaal die hij daartoe afvaardigt » telkens vervangen door de woorden « door de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar »;

2° paragraaf 3 wordt opgeheven.

Art. 29. In artikel 157*bis*, § 3, van hetzelfde koninklijk besluit, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Vóór elke maatregel tot preventieve schorsing, moet het personeelslid uitgenodigd worden om te worden gehoord door de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar. ».

Art. 30. In artikel 157*quinquies*, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, wordt 3° vervangen als volgt :

« 3° ongeacht het al dan niet inzetten van de tuchtvoeding, het personeelslid een definitieve veroordeling tot straf krijgt of de opschorting van de uitspraak geniet, onverschillig of ze door een vonnisgerecht of door een onderzoeksgerecht wordt bevolen, voor ten minste één van de feiten die de strafvoeding hebben verantwoord. ».

Art. 31. Artikel 157*sexies* van hetzelfde koninklijk besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) paragraaf 1 wordt aangevuld met een punt 3°, luidend als volgt :

« 3° gelijktijdig met het inzetten van een procedure tot afdanking van dat tijdelijk aangestelde personeelslid of gelijktijdig met een procedure tot beëindiging van de aanstelling van een personeelslid dat een selectieambt of een bevorderingsambt uitoefent. ».

in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden « door de Regering » vervangen door de woorden « de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar. ».

Art. 32. In artikel 157*octies*, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, wordt 2° vervangen als volgt :

« 2° het personeelslid een definitieve veroordeling tot straf krijgt of de opschorting van de uitspraak geniet, onverschillig of ze door een vonnisgerecht of door een onderzoeksgerecht wordt bevolen, voor ten minste één van de feiten die de strafvoeding hebben verantwoord. ».

Art. 33. Artikel 168, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, wordt aangevuld met een 9°, luidend als volgt :

« 9° indien een onverenigbaarheid wordt vastgesteld en geen beroep bedoeld in artikel 64 werd ingediend of het personeelslid, nadat het de procedure volledig heeft gebruikt, weigert een onverenigbare bezigheid te beëindigen. ».

Art. 34. In artikel 167*quater*, § 2, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden « naar het geval, door het directoraat-generaal van het verplicht onderwijs of door het directoraat-generaal van het niet verplicht onderwijs » vervangen door de woorden « door de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar. ».

Art. 35. Artikel 169, eerste lid, 1°, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende zin : « Het vrijwillig ontslag van het personeelslid is alleen voor een volledige opdracht mogelijk; ».

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs*

Art. 36. Artikel 1 van hetzelfde koninklijk besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van 10 juni 1993, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. Voor elk toe te kennen wervingsambt, worden de kandidaten van de verschillende groepen gerangschikt volgens de voorkeur die zij uitgesproken hebben voor een of meer zones. ».

Art. 37. In artikel 2 van hetzelfde koninklijk besluit, laatst gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « twee groepen » vervangen door de woorden « vier groepen »;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« In de eerste groep worden al de kandidaten gerangschikt die in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, gedurende ten minste 240 dagen, diensten hebben gepresteerd in een ambt van de categorieën bestuurs- en onderwijzend personeel, opvoedend hulppersoneel of paramedisch personeel, en die voldoen aan de voorwaarden vereist voor de toegang tot dat ambt, zoals bepaald in artikel 18 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar,

technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen. »

3° het derde lid wordt vervangen als volgt :

« In de tweede groep worden al de kandidaten gerangschikt die niet in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, gedurende ten minste 240 dagen, diensten hebben gepresteerd in een ambt van de categorieën bestuurs- en onderwijzend personeel, opvoedend hulppersoneel of paramedisch personeel, en die voldoen aan de voorwaarden vereist voor de toegang tot dat ambt, zoals bepaald in artikel 18 van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969. ».

4° tussen het derde lid en het vierde lid, worden twee leden ingevoegd, luidend als volgt :

« In de derde groep worden al de kandidaten gerangschikt die voldoen aan alle voorwaarden bepaald door artikel 18 van het voormelde koninklijk besluit, met uitzondering van punt 8 van die bepaling.

In de vierde groep worden al de kandidaten gerangschikt die voldoen aan de voorwaarden bepaald door artikel 18 van het voormelde koninklijk besluit, met uitzondering van de punten 5 en 8 van die bepaling. ».

Art. 38. Artikel 3 van hetzelfde koninklijk besluit, laatst gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 3, § 1. De kandidaten voor een tijdelijke aanstelling worden in dienst geroepen rekening houdend met de voorkeur die ze voor een of meer zones te kennen hebben gegeven en in de volgorde van hun rangschikking.

De kandidaten van de eerste groep hebben voorrang boven die van de tweede, derde en vierde groep.

De kandidaten van de tweede groep hebben voorrang boven die van de derde en vierde groep.

De kandidaten van de derde groep hebben voorrang boven die van de vierde groep.

§ 2. De personeelsleden die in een bepaald ambt in vast verband benoemd zijn en die houder zijn van het bekwaamheidsbewijs vereist voor een ander ambt waarin ze hun tijdelijke aanstelling aanvragen, alsook, in het onderwijs voor sociale promotie, de personeelsleden die in vast verband benoemd zijn in een ambt met onvolledige opdracht, worden opgenomen in de rangschikking bedoeld in artikel 2, tweede lid. Het aantal kandidaturen dat hun wordt toegekend is gelijk aan het aantal volledige jaren dienstanciënniteit, berekend op de datum vastgesteld bij de oproep tot kandidaten, overeenkomstig artikel 3*sexies* van het koninklijk besluit van 18 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 164 van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969.

In de eerste groep worden de kandidaten gerangschikt volgens het aantal kandidaturen ingediend met inachtneming van de voorwaarden bepaald door artikel 18 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Bij een gelijk aantal ingediende kandidaturen, volgens het burgerlijk jaar waarin het laatste diploma, het laatste getuigschrift of het laatste brevet dat het voor het toe te kennen ambt vereiste bekwaamheidsbewijs uitmaakt, werd uitgereikt, wordt voorrang verleend aan de kandidaat die houder is van het vereiste bekwaamheidsbewijs sedert het grootste aantal jaren.

De diensten van lange duur worden bij voorkeur toegekend aan de kandidaten die de grootste voorrang hebben.

De tijdelijke van de eerste groep die zich op voldoende wijze van zijn taak heeft gekweten, wordt, behalve als hij een andersluidende aanvraag indient, opnieuw aangesteld in de inrichting waarin hij het voorafgaande schooljaar aangesteld was. De voorkeur die hij geniet, kan niet worden tegengesteld aan de voorrang voor de aanstelling van een beter gerangschikte kandidaat.

§ 3. In de tweede en derde groep worden de kandidaten gerangschikt volgens het aantal kandidaturen die werden ingediend met inachtneming van de voorwaarden bepaald door het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969.

Bij een gelijk aantal ingediende kandidaturen, wordt voorrang gegeven aan de kandidaat die het voorafgaande jaar heeft gepresteerd en tegen wie geen ongunstig verslag van het inrichtingshoofd werd opgemaakt.

Bij gebrek aan een ongunstig verslag en bij een gelijk aantal ingediende kandidaturen, worden de kandidaten gerangschikt volgens het burgerlijk jaar waarin het laatste diploma, het laatste getuigschrift of het laatste brevet dat het voor het toe te kennen ambt vereiste bekwaamheidsbewijs uitmaakt, werd uitgereikt, en waarvan ze houder zijn.

Voorrang wordt verleend aan de kandidaat die houder is van het vereiste bekwaamheidsbewijs sedert het grootste aantal jaren.

§ 4. In de vierde groep, worden de kandidaten gerangschikt naargelang ze houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs in verband met het toe te kennen ambt, zoals bepaald in artikel 13*septies* van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen. Voorrang wordt verleend aan de kandidaat die houder is van een bekwaamheidsbewijs in verband met het toe te kennen ambt.

Als de kandidaten niet houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs in verband met het toe te kennen ambt, worden de kandidaten gerangschikt naargelang ze houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs dat geen verband houdt met het toe te kennen ambt. Voorrang wordt verleend aan de houder van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs dat geen verband houdt met het toe te kennen ambt.

Als de kandidaten niet houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs dat geen verband houdt met het toe te kennen ambt, wordt voorrang verleend aan de kandidaat die het best gerangschikt is bij de rangschikking van de kandidaten voor een aanstelling in de hoedanigheid van prioritaire tijdelijke.

Als de kandidaten niet gerangschikt zijn bij de rangschikking van de kandidaten voor een aanstelling in de hoedanigheid van prioritaire tijdelijke, wordt voorrang verleend aan de kandidaat die tijdens het voorafgaande jaar heeft gepresteerd en tegen wie geen ongunstig verslag door het inrichtingshoofd werd opgemaakt.

Als er geen ongunstig verslag opgemaakt is en bij een gelijk aantal kandidaturen, wordt voorrang verleend aan de door het inrichtingshoofd voorgedragen kandidaat.

Als het inrichtingshoofd geen kandidaat voordraagt, wordt voorrang verleend aan de kandidaat die het bewijs kan leveren van een dienstanciënniteit in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs. ».

Art. 39. In artikel 3*bis* van hetzelfde besluit, zoals ingevoegd bij het decreet van 12 mei 2004, worden de woorden « artikel 3, vierde lid » telkens vervangen door de woorden « artikel 3 ».

Art. 40. Artikel 10 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 10. De Minister(s) bevoegd voor het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie wordt (worden) belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit. ».

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst godsdienst der inrichtingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Franse Gemeenschap*

Art. 41. In het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst der inrichtingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Franse Gemeenschap, wordt het opschrift van hoofdstuk II vervangen als volgt :

« Hoofdstuk II. — Rechten en plichten ».

Art. 42. In artikel 2 van hetzelfde koninklijk besluit, zoals vervangen door het decreet van 10 maart 2006, worden de woorden « artikel 5 » telkens vervangen door de woorden « artikel 4*bis* ».

Art. 43. In artikel 9 van hetzelfde koninklijk besluit, zoals vervangen door het decreet van 10 maart 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden « of op het met redenen omklede voorstel van de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of van de afgevaardigde van die ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « na beraadslaging van het hoofd van de eredienst » en de woorden « ofwel op gemotiveerd voorstel van de bevoegde inspecteur »;

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden « de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar, » ingevoegd tussen de woorden « het inrichtingshoofd » en de woorden « het hoofd van de eredienst »;

3° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden « de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar, » ingevoegd tussen de woorden « Het inrichtingshoofd » en de woorden « de bevoegde inspecteur »;

4° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden « of door de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of door de afgevaardigde van die ambtenaar, » ingevoegd tussen de woorden « door het inrichtingshoofd » en de woorden « voorgesteld wordt, ».

Art. 44. In artikel 9*ter* van hetzelfde koninklijk besluit, zoals ingevoegd bij het decreet van 10 maart 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden « de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar, » ingevoegd tussen de woorden « het inrichtingshoofd » en de woorden « bij een ter post aangetekend schrijven »;

2° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden « of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar, » ingevoegd tussen de woorden « het inrichtingshoofd » en de woorden « meent ».

Art. 45. In artikel 18 van hetzelfde koninklijk besluit, zoals vervangen bij het decreet van 10 maart 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden « of op het met redenen omklede voorstel van de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of van de afgevaardigde van die ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « na raadpleging van het hoofd van de eredienst », en de woorden « ofwel op gemotiveerde voordracht »;

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden « of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar, » ingevoegd tussen de woorden « het inrichtingshoofd » en de woorden « of het hoofd van de eredienst »;

3° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden « of bij de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar, » ingevoegd tussen de woorden « bij het inrichtingshoofd » en de woorden « dat/die de ontvangst ervan »;

4° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden « of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar, » ingevoegd tussen de woorden « Het inrichtingshoofd » en de woorden « zendt dezelfde dag ».

Art. 46. In artikel 19*bis* van hetzelfde koninklijk besluit, zoals ingevoegd bij het decreet van 10 maart 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden « of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar, » ingevoegd tussen de woorden « het inrichtingshoofd » en de woorden « bij een ter post aangetekend schrijven ».

2° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden « of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar, » ingevoegd tussen de woorden « het inrichtingshoofd » en de woorden « na de hoorzitting ».

Art. 47. Artikel 48 van hetzelfde koninklijk besluit wordt aangevuld met een punt 8°, luidend als volgt :

« 8° indien een onverenigbaarheid wordt vastgesteld en geen beroep bedoeld in artikel 25*bis* werd ingediend of het personeelslid, nadat het de procedure volledig heeft gebruikt, weigert een onverenigbare bezigheid te beëindigen. ».

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap alsook van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze psycho-medisch-sociale centra*

Art. 48. In het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap alsook van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze psycho-medisch-sociale centra, wordt het opschrift van hoofdstuk II vervangen als volgt :

« Hoofdstuk II. — Rechten en plichten »

Art. 49. In hoofdstuk II van hetzelfde koninklijk besluit wordt een afdeling 1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Afdeling 1. — Rechten van het personeelslid

Art. 50. In afdeling 1 van hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 49, wordt een artikel *2bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *2bis*. Het personeelslid heeft het recht :

1° te werken in de voorwaarden, op de tijdstippen en plaatsen die in zijn aanstellings- of benoemingsakte overeengekomen zijn, waarbij het inzonderheid beschikt over de instrumenten en de stoffen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van het werk;

2° dat als een goed huisvader ervoor wordt gezorgd dat zijn werk wordt uitgevoerd in omstandigheden die geschikt zijn voor de veiligheid en de gezondheid, en dat de eerste hulp hem wordt toegediend als er een ongeval zich voordoet;

3° dat zijn wedden worden uitbetaald overeenkomstig de regeling;

4° de voorkomendheid en de zorg te genieten die noodzakelijk zijn voor zijn onthaal, inzonderheid als het gaat om een jong personeelslid;

5° dat als een goed huisvader ervoor wordt gezorgd dat de werkinstrumenten die hem behoren, worden bewaard. Zijn werkinstrumenten kunnen hem in geen geval worden afgehouden;

6° met waardigheid en hoffelijkheid te worden behandeld en geen slachtoffer te zijn van een verbaal en niet-verbaal gedrag dat die waardigheid zou kunnen aantasten of van elke pesterij. »

Art. 51. In dezelfde afdeling 1, wordt een artikel *2ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *2ter*. Wanneer zijn aanstelling eindigt, heeft het personeelslid het recht alle sociale documenten te krijgen. ».

Art. 52. In dezelfde afdeling 1, wordt een artikel *2quater* ingevoegd, luidend als volgt :

In dezelfde afdeling 1 wordt een artikel *Aquater* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *2quater*. Heeft recht op de wedde die hem zou zijn toegekend, indien het zijn dagtaak normaal had kunnen uitoefenen, het personeelslid dat arbeidsgeschikt is op het ogenblik dat het zich naar zijn werk begeeft en dat :

1° terwijl het zich normaal naar zijn werk begeeft, pas met vertraging of helemaal niet aankomt op zijn arbeidsplek, voor zover die vertraging of die afwezigheid te wijten is aan een feit dat zich op de weg naar het werk heeft voorgedaan en dat onafhankelijk is van zijn wil;

2° behalve in geval van staking, wegens een feit buiten zijn wil, ofwel niet kan beginnen te werken, terwijl het zich normaal naar zijn werkplek had begeefd, ofwel het werk waarmee het bezig was niet kan voortzetten. ».

Art. 53. In dezelfde afdeling 1, wordt een artikel *2quinquies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *2quinquies*. Overeenkomstig de specifieke regelingen hebben de personeelsleden het recht afwezig te zijn van hun werk, met behoud van hun normale bezoldiging, naar aanleiding van familiale gebeurtenissen, voor het nakomen van burgerlijke verplichtingen of de vervulling van burgerlijke opdrachten, en bij dagvaarding voor het gerecht. ».

Art. 54. In hoofdstuk II van hetzelfde koninklijk besluit, wordt een afdeling 2 ingevoegd, die de huidige tekst van de artikelen 3 tot *10bis* overneemt, luidend als volgt : « Afdeling 2. — Plichten en rechten van het personeelslid ».

Art. 55. In artikel 20, § 2, 1, van hetzelfde koninklijk besluit, wordt het woord « Franse » ingevoegd vóór het woord « Gemeenschap ».

Art. 56. In artikel 23 van hetzelfde koninklijk besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van 29 april 1999 en bij het decreet van 31 januari 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met de woorden « of op het met redenen omklede voorstel van de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of van de afgevaardigde van die ambtenaar »;

2° in het zesde lid, worden de woorden « of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « De directeur van het centrum van de Franse Gemeenschap » en het woord « zendt ».

Art. 57. In artikel *23bis* van hetzelfde koninklijk besluit, zoals ingevoegd bij het decreet van 31 januari 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde lid, worden de woorden « of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « de directeur van het centrum van de Franse Gemeenschap » en de woorden « bij ter post »;

2° in het vierde lid, worden de woorden « of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « de directeur van het centrum » en de woorden « na de hoorzitting ».

Art. 58. Artikel 31 van hetzelfde koninklijk besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Indien een kandidaat een toelating tot de stage in een ambt waarnaar hij solliciteert, weigert, alhoewel bij zijn toelating tot de stage wordt rekening gehouden met de voorkeur die hij voor één of meer zones heeft uitgedrukt, wordt het aantal kandidaturen die hij heeft ingediend, met een eenheid verminderd. ».

Art. 59. In artikel 32 van hetzelfde koninklijk besluit, wordt tussen het eerste lid en het tweede lid een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Zij moeten de Regering laten weten of ze de stage al dan niet aanvaarden; zo niet, dan wordt hun toelating tot de stage ingetrokken. De termijn voor het antwoord wordt door de Regering in het in artikel 26 vermelde advies vastgelegd. ».

Art. 60. In artikel 34, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden « wanneer zij in een volledige opdracht wordt verricht. Een stage die in een halve opdracht wordt verricht, duurt twee jaar. » ingevoegd na de woorden « De stage duurt één jaar ».

Art. 61. In artikel 37 van hetzelfde koninklijk besluit, zoals gewijzigd bij het decreet van 8 juli 2010, wordt aangevuld als volgt : « of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar ».

Art. 62. In artikel 41*bis* van hetzelfde koninklijk besluit, zoals ingevoegd bij het decreet van 31 januari 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde lid worden de woorden « of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « de directeur van het centrum » en de woorden « bij ter post »;

2° in het vierde lid worden de woorden « of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « de directeur van het centrum » en de woorden « na de hoorzitting ».

Art. 63. Artikel 56 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 56. Met uitzondering van de staat van tuchtstraffen en de staat van beslissingen tot doorhaling, moeten de stukken die in het beoordelingsdossier worden gevoegd, door het technisch personeelslid vooraf worden geïnspecteerd.

Alle stukken worden genummerd en in een inventaris vermeld.

Het technisch personeelslid beschikt over een termijn van vijf werkdagen om het stuk dat hem wordt voorgelegd te viseren, vanaf het ogenblik waarop de aanvraag om visum hem door de Minister of zijn afgevaardigde werd meegegeeld.

De verplichting tot voorafgaand visum wordt als vervuld geacht, zodra de Minister of diens afgevaardigde het bewijs levert dat de aanvraag om visum aan het technisch personeelslid werd meegegeeld. ».

Art. 64. In artikel 109, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden « en die minstens de vermelding « voldoet » hebben gekregen tijdens de laatste beoordelingsstaat » opgeheven.

Art. 65. In artikel 131 van hetzelfde koninklijk besluit, zoals vervangen bij het besluit van de Regering van 8 mei 1999, worden de woorden « de administrateur-generaal van het onderwijs en wetenschappelijk onderzoek, ofwel door de ambtenaar-generaal die hij daartoe aanstelt » telkens vervangen door de woorden « door de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of door de afgevaardigde van die ambtenaar. ».

Art. 66. In artikel 165*bis*, § 3, eerste lid van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden « door de Regering » vervangen door de woorden « door de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of door de afgevaardigde van die ambtenaar. ».

Art. 67. In artikel 165*quater*, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, wordt 3° vervangen als volgt :

« 3° ongeacht het al dan niet inzetten van de tuchtvoeding, het personeelslid een definitieve veroordeling tot straf krijgt of de opschorting van de uitspraak geniet, onverschillig of ze door een vonnisgerecht of door een onderzoeksgerecht wordt bevolen, voor ten minste één van de feiten die de strafvoeding hebben verantwoord. ».

Art. 68. In artikel 165*quinqüies* van hetzelfde koninklijk besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

paragraaf 1 wordt aangevuld met een 3°, luidend als volgt :

« 3° gelijktijdig met het inzetten van een procedure voor de afdanking van dat tijdelijk personeelslid. ».

b) in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden « door de Regering » vervangen door de woorden « door de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of door de afgevaardigde van die ambtenaar. ».

Art. 69. In artikel 165*septies*, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, wordt 2° vervangen als volgt :

« 2° het personeelslid een definitieve veroordeling tot straf krijgt of de opschorting van de uitspraak geniet, onverschillig of ze door een vonnisgerecht of door een onderzoeksgerecht wordt bevolen, voor ten minste één van de feiten die de strafvoeding hebben verantwoord. ».

Art. 70. In artikel 186, § 2, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden « door de Regering » vervangen door de woorden « door de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of door de afgevaardigde van die ambtenaar. ».

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten*

Art. 71. Artikel 8, eerste lid, 3°, van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, wordt vervangen als volgt :

« 3° geen tuchtstraf of intrekking van een hoger ambt opgelopen hebben tijdens de vorige vijf jaar. ».

Art. 72. Artikel 15, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Om benoemd te worden in het bevorderingsambt van directeur van het lager secundair onderwijs in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, moeten de personeelsleden :

1° benoemd zijn ofwel in het ambt van onderdirecteur in het lager secundair onderwijs, coördinator van een centrum voor alternerend onderwijs en vorming, werkmeester, werkplaatsleider ofwel in het ambt van leraar algemene vakken of oude talen, van leraar zedenleer, van leraar bijzondere vakken, van leraar technische vakken, van leraar beroepspraktijk, van leraar technische vakken en beroepspraktijk, van begeleider in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming, in het secundair onderwijs van de lagere graad;

2° houder van een bekwaamheidsbewijs voor de uitoefening van een ambt bedoeld in 1°;

3° houder zijn van een bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau. ».

Art. 73. In artikel 20 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, wordt tussen het derde lid en het vierde lid een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De tweede sessie bestaat uit een gemeenschappelijk deel van dertig uren voor beide ambten en uit een specifiek deel van vijftien uren voor het ambt van werkplaatsleider. ».

Art. 74. In hetzelfde decreet wordt een artikel 21bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 21bis. § 1. In afwijking van artikel 21, worden de personeelsleden die op 1 september 2012 een betrekking van directiesecretaris tijdelijk bekleeden, worden op 1 januari 2013 in die betrekking in vast verband benoemd en voor die inrichting aangewezen, voor zover zij, op de datum van de benoeming, voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° van onberispelijk gedrag zijn;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;

4° in vast verband houder zijn van één van de wervingsambten in verband met het ambt van directiesecretaris en houder zijn van het bekwaamheidsbewijs vereist voor dat wervingsambt;

5° de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling naleven;

6° een dienstanciënniteit van 6 jaar tellen.

Die anciënniteit wordt berekend overeenkomstig de artikelen 84 en 85 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969;

7° geen van de volgende tuchtstraffen ondergaan : schorsing bij tuchtmaatregel of op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel, ontslag bij tuchtmaatregel of afzetting in een ambt van lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel of van het administratief personeel;

8° een ambtsanciënniteit van 2 jaar tellen, berekend overeenkomstig de artikelen 84 en 85 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969;

9° een betrekking bekleeden die op 1 september 2012 vacant was.

§ 2. De personeelsleden die op 1 september 2012 een betrekking van opvoeder-huismeester of opvoeder belast met de comptabiliteit tijdelijk bekleeden, worden op 1 januari 2013 in vast verband benoemd en voor die inrichting aangewezen, voor zover zij op de datum van de benoeming, voldoen aan de volgende bepalingen :

1° van onberispelijk gedrag zijn;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;

4° in vast verband houder zijn van één van de wervingsambten in verband met het ambt van huismeester-opvoeder of van opvoeder belast met de comptabiliteit en houder zijn van het bekwaamheidsbewijs vereist voor dat wervingsambt;

5° de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling naleven;

6° een dienstanciënniteit van 6 jaar tellen.

Die anciënniteit wordt berekend overeenkomstig de artikelen 84 en 85 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969;

7° geen van de volgende tuchtstraffen ondergaan : schorsing bij tuchtmaatregel of op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel, ontslag bij tuchtmaatregel of afzetting in een ambt van lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel of van het administratief personeel;

8° een ambtsanciënniteit van 2 jaar tellen, berekend overeenkomstig de artikelen 84 en 85 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969;

9° een betrekking bekleeden die op 1 september 2012 vacant was.

10° een door de Regering georganiseerde specifieke vorming hebben gevolgd of verstrekt.

HOOFDSTUK VI. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap

Art. 75. In titel I van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, wordt het opschrift van hoofdstuk II vervangen als volgt :

« Hoofdstuk II. — Rechten, plichten en onverenigbaarheden ».

Art. 76. In hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt een afdeling 1 ingevoegd, luidend als volgt « Rechten van het personeelslid ».

Art. 77. In afdeling 1 van hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 75, wordt een artikel *3bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *3bis*. Het personeelslid heeft het recht :

1° te werken in de voorwaarden, op de tijdstippen en plaatsen die in zijn aanstellings- of benoemingsakte overeengekomen zijn, waarbij het inzonderheid beschikt over de instrumenten en de stoffen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van het werk;

2° dat als een goed huisvader ervoor wordt gezorgd dat zijn werk wordt uitgevoerd in omstandigheden die geschikt zijn voor de veiligheid en de gezondheid, en dat de eerste hulp hem wordt toegediend als er een ongeval zich voordoet;

3° dat zijn wedden worden uitbetaald overeenkomstig de regeling;

4° de voorkomendheid en de zorg te genieten die noodzakelijk zijn voor zijn onthaal, inzonderheid als het gaat om een jong personeelslid;

5° dat als een goed huisvader ervoor wordt gezorgd dat de werkinstrumenten die hem behoren worden bewaard. Zijn werkinstrumenten kunnen hem in geen geval worden afgehouden;

6° met waardigheid en hoffelijkheid te worden behandeld en geen slachtoffer te zijn van een verbaal of niet-verbaal gedrag dat die waardigheid zou kunnen aantasten of van elke pesterij. »

Art. 78. In dezelfde afdeling 1, wordt een artikel *3ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *3ter*. Wanneer zijn aanstelling eindigt, heeft het personeelslid het recht alle sociale documenten te krijgen. ».

Art. 79. In dezelfde afdeling 1, wordt een artikel *3quater* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *3quater*. Heeft recht op de wedde die hem zou zijn toegekend, indien het zijn dagtaak normaal had kunnen uitoefenen, het personeelslid dat arbeidsgeschikt is op het ogenblik dat het zich naar zijn werk begeeft en dat :

1° terwijl het zich normaal naar zijn werk begeeft, pas met vertraging of helemaal niet aankomt op zijn arbeidsplek, voor zover die vertraging of die afwezigheid te wijten is aan een feit dat zich op de weg naar het werk heeft voorgedaan en dat onafhankelijk is van zijn wil;

2° behalve in geval van staking, wegens een feit buiten zijn wil, ofwel niet kan beginnen te werken, terwijl het zich normaal naar zijn werkplek had begeefd, ofwel het werk waarmee het bezig was niet kan voortzetten. ».

Art. 80. In dezelfde afdeling 1 wordt een artikel *3quinquies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *3quinquies*. Overeenkomstig de specifieke regelingen hebben de personeelsleden het recht afwezig te zijn van hun werk, met behoud van hun normale bezoldiging, naar aanleiding van familiale gebeurtenissen, voor het nakomen van burgerlijke verplichtingen of de vervulling van burgerlijke opdrachten, en bij dagvaarding voor het gerecht. ».

Art. 81. In hoofdstuk II van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° afdeling 1, waarvan het opschrift luidt : « Afdeling 1 — Plichten », wordt « Afdeling 2. — Plichten van het personeelslid »;

2° afdeling 2, waarvan het opschrift luidt : « Afdeling 2 — Onverenigbaarheden » wordt « Afdeling 3. — Onverenigbaarheden ».

Art. 82. In artikel 33 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, eerste lid, wordt aangevuld als volgt « of op het met redenen omklede voorstel van de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of van de afgevaardigde van die ambtenaar »;

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden « of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar » « ingevoegd tussen de woorden « de directeur » en de woorden « overweegt ».

3° in paragraaf 2, laatste lid, worden de woorden « of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « de directeur » en de woorden « geeft het voorstel ».

Art. 83. In artikel 34 van hetzelfde koninklijk besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden « of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « de directeur » en de woorden « , aan de hand van »;

2° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden « of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « de directeur » en de woorden « vindt ».

Art. 84. Artikel 38 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 38. De Regering bepaalt het aantal betrekkingen voor elk ambt waarvoor een toelating tot de stage kan worden georganiseerd. Het aantal stemt overeen met het aantal betrekkingen die op 1 januari vacant worden door de definitieve ambtsneerlegging van administratieve personeelsleden.

De personeelsleden worden tot de stage toegelaten, volgens hun plaats in de rangschikking, zoals bedoeld in artikel 30.

Na de definitieve ambtsneerlegging van een administratief personeelslid dat in vast verband benoemd is of in een wervingsambt tot de stage wordt toegelaten, organiseert de Regering de toelating tot de stage van een administratief personeelslid in de betrekking van hetzelfde ambt die het op die datum bekleedt, op voorwaarde dat de betrekking vacant is.

Als de betrekking die door het personeelslid bedoeld in het vorige lid niet vacant is, wordt het tot de stage toegelaten in een andere betrekking ».

Art. 85. In artikel 39 van hetzelfde decreet, wordt 7° vervangen als volgt :

« 7° voor het ambt van rekenplichtige, geslaagd zijn voor de wervingsproef bedoeld in de artikelen 40 tot 46 ».

Art. 86. In artikel 40 van hetzelfde decreet worden de woorden « voor elk ambt van een lid van het administratief personeel » vervangen door de woorden « , voor het ambt van boekhouder, ».

Art. 87. Artikel 43, § 1, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« § 1. De wervingsproef voor de rekenplichtige bestaat uit twee vormingssessies die elk door een afzonderlijke proef worden bekrachtigd.

De eerste vormingssessie heeft tot doel de relationele vaardigheden van kandidaten te ontwikkelen. Ze telt in totaal 12 uren; de twee modules waaruit ze bestaat, tellen elk 6 uren.

De eerste module heeft als doel :

1° interne en externe communicatie, betreffende :

- a) de identificatie van zijn persoonlijke informatie- en communicatiepraktijken;
 - b) het onderscheiden van de begrippen communicatie en informatie in een systeem;
 - c) de identificatie van sommige interne communicatiemiddelen die de organisatie eigen zijn.
- 2° de onthaaltechnieken.

De tweede module heeft als doel :

- 1° de onderhoudstechnieken;
- 2° de begrippen geheim, deontologie en verantwoordelijkheidszin;
- 3° de onderhandelingstechnieken;
- 4° de besluitvorming.

De tweede vormingssessie heeft tot doel bij de kandidaten door middel van de openboektechniek de vaardigheid te ontwikkelen tot beheersing van de stoffen betreffende de wetgevings- en verordeningaangelegenheden in verband met de uitoefening van hun ambt. Ze bestaat uit twee modules. Ze telt in totaal 60 uren; elke module telt 30 uren.

De eerste module heeft tot doel bij de kandidaten door middel van de openboektechniek de vaardigheid te ontwikkelen tot beheersing van de stoffen betreffende het materiële en financiële beheer van de schoolinrichtingen.

De tweede module heeft tot doel bij de kandidaten de vaardigheid te ontwikkelen tot beheersing van de informatica-instrumenten die worden gebruikt bij de uitoefening van hun ambt en van de regels inzake veiligheid en normen betreffende de schoolgebouwen. ».

Art. 88. In artikel 52 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, eerste lid, wordt aangevuld als volgt : « of op het met redenen omklede voorstel van de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of van de afgevaardigde van die ambtenaar »;

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden « of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « de directeur » en het woord « overweegt ».

Art. 89. In artikel 55 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden « of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « de directeur » en de woorden « , aan de hand »;

2° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden « of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « de directeur » en het woord « vindt ».

Art. 90. In titel II, hoofdstuk III, afdeling 3, van hetzelfde decreet, wordt een artikel 56/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 56/1. In afwijking van de artikelen 37 tot 56, worden de personeelsleden die op 1 september 2012 een betrekking van het ambt van klerk of van het ambt van opsteller zoals bedoeld in artikel 17 tijdelijk bekleden, in die betrekking op 1 januari 2013 in vast verband benoemd en voor die inrichting aangewezen, voor zover zij, op de datum van de benoeming, voldoen aan de volgende voorwaarden :

- 1° van onberispelijk gedrag zijn;
- 2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3° aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;
- 4° houder zijn van een bekwaamheidsbewijs zoals bedoeld in artikel 18;
- 5° de wets- en verordeningbepalingen betreffende de taalregeling naleven;
- 6° ten minste zeventien twintig dagen dienst tellen in een wervingsambt van het administratief personeel. Die anciënniteit wordt berekend overeenkomstig artikel 30, § 4. In afwijking van artikel 30, § 4, worden de dagen die worden gepresteerd door het personeelslid dat zich bevindt in de administratieve stand dienstactiviteit echter in aanmerking genomen voor de toepassing van deze bepaling;
- 7° geen van de volgende tuchtstraffen ondergaan : schorsing bij tuchtmaatregel of op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel, ontslag bij tuchtmaatregel of afzetting in een ambt van lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel of van het administratief personeel;
- 8° een betrekking bekleden die op 1 september 2012 vacant was. ».

Art. 91. Artikel 65 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

« Het administratief personeelslid beschikt over een termijn van vijf werkdagen om het stuk te viseren dat hem wordt voorgelegd, vanaf het ogenblik waarop de aanvraag om visum hem door de Minister of diens gemachtigde werd meegedeeld.

De verplichting betreffende een voorafgaand visum wordt als vervuld geacht zodra de Minister of diens gemachtigde het bewijs levert dat de aanvraag om visum aan het administratief personeelslid werd meegedeeld. ».

Art. 92. In artikel 97 van hetzelfde decreet, worden de woorden « van de administrateur-generaal van het onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek of van zijn hiertoe afgevaardigde opperambtenaar » telkens vervangen door de woorden « van de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar ».

Art. 93. In artikel 126, § 3, eerste lid van hetzelfde decreet, worden de woorden « door de Regering » vervangen door de woorden « door de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar ».

Art. 94. In artikel 128, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt 3° vervangen als volgt :

« 3° ongeacht het al dan niet inzetten van de tuchtvoordering, het personeelslid een definitieve veroordeling tot straf krijgt of de opschorting van de uitspraak geniet, onverschillig of ze door een vonnisgerecht of door een onderzoeksgerecht wordt bevolen, voor ten minste één van de feiten die de strafvoordering hebben verantwoord. ».

Art. 95. In artikel 129 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) paragraaf 1 wordt aangevuld met een 3°, luidend als volgt :

« 3° gelijktijdig met het inzetten van een procedure tot afdanking van dat tijdelijk aangestelde personeelslid. »

in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden « door de Regering » vervangen door de woorden « door de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar. ».

Art. 96. In artikel 131, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt 2° vervangen als volgt :

« 2° het personeelslid een definitieve veroordeling tot straf krijgt of de opschorting van de uitspraak geniet, onverschillig of ze door een vonnisgerecht of door een onderzoeksgerecht wordt bevolen, voor ten minste één van de feiten die de strafvoordering hebben verantwoord. ».

Art. 97. In artikel 162, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « door de Regering » vervangen door de woorden « door de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar. ».

Art. 98. In titel II van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk XI/1 ingevoegd, waarvan het opschrift luidt : « Voortgezette vorming van de leden van het administratief personeel ».

Art. 99. In hoofdstuk XI/1, ingevoegd bij het vorige artikel, wordt een artikel 168/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 168/1. Er wordt een voortgezette vorming van de leden van het administratief personeel georganiseerd met het oog op het bijbrengen, onderhouden, vervolmaken of aanpassen van de kennis of vaardigheden die vereist zijn voor de uitoefening van hun ambt.

Die vorming wordt bestemd voor het geheel van de tijdelijk aangestelde leden van het administratief personeel, tot de stage toegelaten of in vast verband benoemd. ».

Art. 100. In hetzelfde hoofdstuk XI/1, wordt een artikel 168/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 168/2. § 1. De voortgezette vorming wordt georganiseerd, enerzijds, op een verplichte basis, anderzijds, op een vrijwillige basis.

De leden van het administratief personeel die een vormingsmodule verplicht moeten volgen, hebben voorrang op de leden van het administratief personeel die de module op een vrijwillige basis wensen te volgen.

§ 2. De Regering stelt de categorieën van lid van het administratief personeel en de overeenstemmende vormingsmodules vast waarvoor de deelneming aan een vormingsmodule op een verplichte basis geschiedt.

Ten minste drie maanden vóór elke vormingssessie, brengen de Diensten van de Regering de betrokken leden van het administratief personeel alsook hun inrichtingshoofden op de hoogte van de nadere regels en het tijdschema van de verplichte vormingsmodule.

Wanneer een lid van het administratief personeel verschillende vormingsmodules op een verplichte basis moet volgen, wordt deze verspreid over verschillende schooljaren. De verplichte voortgezette vorming van een lid van het administratief personeel, kan niet meer dan één vormingsmodule per schooljaar tellen.

§ 3. Het lid van het administratief personeel dat een vormingsmodule op een vrijwillige basis wenst te volgen, moet zijn aanvraag aan de voorafgaande toestemming van zijn inrichtingshoofd onderwerpen.

Het inrichtingshoofd steunt zijn beslissing inzonderheid op het objectieve en concrete belang van de vormingsmodule voor het betrokken lid van het administratief personeel alsook op de noodzakelijkheid de goede werking van de inrichting te waarborgen.

Als het inrichtingshoofd zijn toestemming verleent, zendt het de aanvraag van het lid van het administratief personeel over aan de Diensten van de Regering. Het voegt er zijn schriftelijke toestemming bij.

Op grond van de organisatiecapaciteiten en de nog beschikbare plaatsen, schrijven de Diensten van de Regering de betrokken leden van het administratief personeel in de chronologische volgorde van de ontvangst van de aanvragen in.

§ 4. Er wordt een attest over het regelmatig volgen van de lessen uitgereikt op het einde van de vormingsmodules, volgens door de Regering nader te bepalen regels.

§ 5. De leden van het administratief personeel die een vorming genieten, worden geacht in actieve dienst te zijn gedurende deze periode, ongeacht het tijdstip van het burgerlijk jaar. ».

Art. 101. In hetzelfde hoofdstuk XI/1, wordt een artikel 168/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 168/3. De vormingsmodules hebben het bijbrengen, onderhouden, vervolmaken of aanpassen van de kennis of vaardigheden die vereist zijn voor de uitoefening van het ambt van de leden van het administratief personeel tot doel.

De Regering bepaalt, voor het geheel van het administratief personeel, de prioritaire categorieën die op een verplichte basis een vormingsmodule moeten volgen. Ze verleent inzonderheid de voorrang aan de nieuwe personeelsleden en aan de personeelsleden voor wie de deelneming aan een vormingsmodule noodzakelijk is voor hun professionele ontwikkeling.

De Regering stelt de inschrijvingsprocedure, de inhoud, de voorwaarden, de nadere regels en het tijdschema van de vormingsmodules alsook de lijst van de vormingsleiders vast.

Daartoe organiseert ze bij voorkeur vormingsmodules op een plaatselijk niveau die door interne vormingsleiders worden verstrekt. ».

Art. 102. Artikel 213 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

« Het lid van het werkliedenpersoneel beschikt over een termijn van vijf werkdagen om het stuk dat hem wordt voorgelegd te viseren, vanaf het ogenblik waarop de aanvraag om visum hem door de Minister of diens gemachtigde werd meegedeeld.

De verplichting tot voorafgaand visum wordt als vervuld geacht, zodra de Minister of diens gemachtigde het bewijs levert dat de aanvraag om visum aan het lid van het werkliedenpersoneel werd gericht. »

Art. 103. In artikel 241 van hetzelfde decreet, worden de woorden « van de algemeen ambtenaar van het onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek of de opperambtenaar die hij hiervoor gedelegeerd heeft » telkens vervangen door de woorden « van de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar ».

Art. 104. In artikel 270, § 3, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « door de Regering » vervangen door de woorden « door de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar ».

Art. 105. In artikel 273 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) paragraaf 1 wordt aangevuld met een 3°, luidend als volgt :

« 3° gelijktijdig met het inzetten van een procedure tot afdanking van dat tijdelijk aangestelde personeelslid. »

in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden « door de Regering » vervangen door de woorden « door de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar ».

Art. 106. In artikel 275, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt 2° vervangen als volgt :

« 2° het personeelslid een definitieve veroordeling tot straf krijgt of de opschorting van de uitspraak geniet, onverschillig of ze door een vonnisgerecht of door een onderzoeksgerecht wordt bevolen, voor ten minste één van de feiten die de strafvordering hebben verantwoord. ».

Art. 107. In artikel 277 van hetzelfde decreet, wordt paragraaf 1 aangevuld met een 3°, luidend als volgt :

« 3° gelijktijdig met het inzetten van een procedure tot afdanking van dat tijdelijk aangestelde personeelslid. ».

Art. 108. In artikel 279 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid, wordt 2° vervangen als volgt :

« 2° het personeelslid een definitieve veroordeling tot straf krijgt of de opschorting van de uitspraak geniet, onverschillig of ze door een vonnisgerecht of door een onderzoeksgerecht wordt bevolen, voor ten minste één van de feiten die de strafvordering hebben verantwoord. ».

b) er wordt tussen het eerste lid en het tweede lid een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Wanneer de maatregel voor de weddevermindering met toepassing van het eerste lid wordt ingetrokken, krijgt het lid van het werkliedenpersoneel het aanvullend deel van zijn oorspronkelijke wedde dat werd afgetrokken terug, verhoogd met de verwijlinteressen, berekend volgens de wettelijke rentevoet, verschuldigd sedert de dag waarop de vermindering werd uitgevoerd. ».

Art. 109. In artikel 308, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « door de Regering » vervangen door de woorden « door de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar ».

Art. 110. Artikel 342 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt :

« § 5. De correspondenten-boekhouders die dat ambt op 1 september 2012 tijdelijk bekleeden, worden op 1 januari 2013 in die betrekking in vast verband benoemd en voor die inrichting aangewezen, voor zover ze op de datum van de benoeming voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° van onberispelijk gedrag zijn;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;

4° houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs;

5° de wets- en verordeningbepalingen betreffende de taalregeling naleven;

6° ten minste 1 080 dagen dienst tellen in een ambt van het administratief personeel. Die anciënniteit wordt berekend overeenkomstig artikel 30, § 4. In afwijking van artikel 30, § 4, worden de dagen die worden gepresteerd door het personeelslid dat zich bevindt in de administratieve stand dienstactiviteit echter in aanmerking genomen voor de toepassing van deze bepaling;

7° geen van de volgende tuchtstraffen ondergaan : schorsing bij tuchtmaatregel of op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel, ontslag bij tuchtmaatregel of afzetting in een ambt van lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel of van het administratief personeel;

8° een betrekking bekleeden die op 1 september 2012 vacant was. ».

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs*

Art. 111. In artikel 37 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, zoals gewijzigd bij het decreet van 13 december 2007 en het decreet van 10 februari 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, tweede lid, 3°, a), worden de woorden « aangesteld door de Regering, » geschrapt;

2° in paragraaf 1, tweede lid, 3°, wordt b) vervangen als volgt :

« b) drie voorzitters van zonale commissies bedoeld in artikel 14*quinquies* van het koninklijk besluit van 22 maart 1969, onder wie die van de betrokken zone, wanneer de Commissie haar opdrachten in verband met een personeelslid van het onderwijs voor sociale promotie uitoefent ».

HOOFDSTUK VIII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 betreffende de comptabiliteit van de scholen en de toegang tot sommige selectieambten en bevorderingsambten*

Art. 112. In artikel 7 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de comptabiliteit van de scholen en de toegang tot sommige selectieambten en bevorderingsambten, wordt paragraaf 1 vervangen als volgt :

« § 1. Elke definitieve of tijdelijke vervanging van een correspondent-boekhouder, een opvoeder-huismeester of een opvoeder belast met de comptabiliteit wordt in principe prioritair in vast verband uitgevoerd, door toelating tot de stage, of tijdelijk in het kader van het ambt van boekhouder in de zin van artikel 17, § 1, 1°, f) van het decreet van 12 mei 2004.

In afwijking van het eerste lid, kan een volledige of gedeeltelijke betrekking van correspondent-boekhouder door een aanvullende opdracht, benoemingsuitbreiding, voorlopige terugroeping in actieve dienst of definitieve reffectatie prioritair worden toegekend aan een correspondent-boekhouder.

In elk PMS-centrum van de Franse Gemeenschap, bij het definitieve vertrek van de adjunct of de klerk, wordt een klerk belast met de comptabiliteit van het centrum, in verhouding tot één vierde tijd van zijn weekprestaties.

Voor de vierde tijd bedoeld in het vorige lid, geniet het personeelslid, houder van het voor dat ambt vereiste bekwaamheidsbewijs, de weddeschaal van de correspondent-boekhouder. ».

Art. 113. Artikel 31 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

« § 4. De personeelsleden die op 1 september 2012 een betrekking van boekhouder tijdelijk bekleden, worden op 1 januari 2013 in die betrekking in vast verband benoemd en voor die inrichting aangewezen, voor zover zij, op de datum van de benoeming, voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° van onberispelijk gedrag zijn;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;

4° houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs, met uitzondering van de personeelsleden bedoeld in artikel 31, § 3 van het decreet;

5° de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling naleven;

6° een dienstanciënniteit van 720 dagen tellen. Die anciënniteit wordt berekend overeenkomstig artikel 30, § 4, van het decreet van 12 mei 2004, onverminderd de volgende specifieke bepalingen :

a) de dagen gepresteerd door het personeelslid dat zich in de administratieve stand dienstactiviteit bevindt, worden echter in aanmerking genomen voor de toepassing van deze bepaling;

b) voor de personeelsleden bedoeld in artikel 31, § 3, wordt de berekening van de anciënniteit uitgevoerd zonder rekening te houden met de bepaling bedoeld in artikel 26, 5° van het decreet van 12 mei 2004;

7° geen van de volgende tuchtstraffen ondergaan : schorsing bij tuchtmaatregel of op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel, ontslag bij tuchtmaatregel of afzetting in een ambt van lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel of van het administratief personeel;

8° een betrekking bekleden die op 1 september 2012 vacant was;

9° een door de Regering georganiseerde specifieke vorming hebben gevolgd of verstrekt. ».

HOOFDSTUK IX. — *Overgangsbepaling*

Art. 114. Voor de toepassing van de artikelen 74, § 2, en 113 van dit decreet, maken de personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 74, 1° tot 9°, en in artikel 113, 1° tot 8°, de betrekking die ze bekleden niet vacant voor een verandering van affectatie, tot 1 januari 2015.

HOOFDSTUK X. — *Inwerkingtreding*

Art. 115. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2013, behalve artikel 73, dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 2012 en de artikelen 12, 2°, en 23, die in werking treden op 1 september 2013.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 februari 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,

A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M.-D. SIMONET

Nota

(1) Zitting 2012-2013

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 453-1. — Commissieamendementen, nr. 453-2. — Verslag, nr. 453-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 27 februari 2013.